

LUX'09: économie sociale et solidaire ... et environnement

Un chantier pour l'humanité

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire et le concept de développement durable remettent en question la pensée unique. Peuvent-ils conjointement relever les défis d'aujourd'hui pour contribuer à la construction du futur?

Les dégradations sociales et écologiques conduisent à réinterroger le développement lorsque celui-ci revêt une conception de l'économie confondue avec la croissance sans limites de la production de biens matériels et de profits financiers au bénéfice d'une minorité et au détriment d'un nombre de plus en plus élevé d'habitants de la planète, voire de sa survie.

Dans cet environnement, l'économie sociale et solidaire (ESS) expérimente des formes d'organisation socio-économique qui remodelent la mesure de la richesse, son contenu, la responsabilité sociale et écologique, l'équilibre entre les cultures, les hommes, les femmes, les biotopes. Elle intervient dans l'imbrication entre politique, social, production et régulation pour rétablir des trajectoires soutenables.

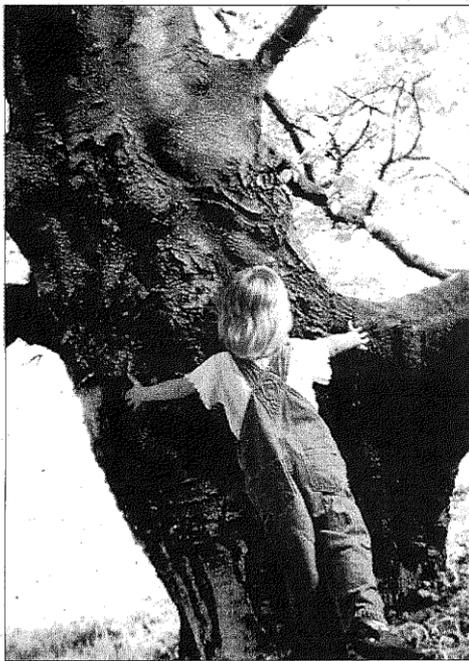
Le concept de développement durable, universellement reconnu, nous oblige quant à lui, à raisonner et à construire autrement. Les solutions séquentielles apportées aux problèmes ont déclenché des effets pervers et dévastateurs auxquels il ne suffit plus de faire face. Nous devons en tirer les leçons et organiser notre futur en considérant la complexité des modèles à développer. Une approche systémique est incontournable.

La conscience des interactions entre les agissements humains et leurs impacts sur le milieu naturel s'avère très limitée. La difficulté à admettre la gravité du défi tient, par ailleurs, aux conditions socio-culturelles contemporaines, dont certaines prolongent leurs racines dans les siècles passés. Nos sociétés continuent de porter des présupposés qui empêchent de reconnaître la réalité des enjeux.

La croyance persistante que la nature est un réservoir de ressources illimitées et à la seule disposition de l'espèce humaine, que notre espèce est indépendante et au-dessus des lois naturelles, que l'homme sera capable de résoudre l'ensemble des problèmes grâce à son intelligence et à ses rapports de sa science et de sa technologie, que le marché tout-puissant réglera automatiquement, au travers de sa main invisible, les choix et les priorités pour un futur viable, vivable et équitable. Est-ce bien raisonnable?

La semaine dernière SAW-B (Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises) a présenté sa dernière publication; résultat d'une étude sur l'importance du volet environnement dans le triptyque du concept de développement durable. Il nous a été annoncé que le Plan national pour le développement durable 2009-2012 sera adopté pour fin septembre 2008. Le Luxembourg est toujours et encore en train de consulter sur base de son dernier Plan de 1999.

Outre les témoignages pertinents d'entreprises de l'économie sociale et solidaire sur les pratiques permettant, en plus des volets „sociaux et économiques“, d'intégrer dans le quotidien de l'entreprise l'élément „environnement“, nous avons particulièrement apprécié l'intervention de



La conscience des interactions entre les agissements humains et leurs impacts sur le milieu naturel s'avère très limitée

Benoît Derenne pour la mise en exergue de l'importance des solutions systémiques et la nécessité d'une autonomisation structurelle des populations les plus défavorisées pour relever les défis d'un développement durable.

Les solutions systémiques permettent de reconnaître et de soutenir la diversité des approches économiques, politiques et culturelles, adaptées aux modes de vie et échanges locaux tout en construisant une solidarité internationale en mesure de répondre efficacement, dans le temps, aux inégalités dues aux différences de potentiels. Le fait de s'inscrire dans une logique de compétition à tout prix nous fait perdre la valeur de la diversité et tout simplement de la vie.

L'autonomisation structurelle quant à elle peut nous éviter de rester dans des logiques d'assistance (il faut soutenir l'indépendance à long terme des populations les plus défavorisées en leur donnant accès à des logements et des moyens de transports moins énergivores – il ne sert à rien de vouloir payer des factures qui contribuent artificiellement à la croissance – contexte culturel consumériste –, il faut prendre le problème à la source et surtout en faire un problème collectif pour préserver notre environnement tout en échappant à la pauvreté.

Notre intervention a été centrée sur l'importance de la définition du périmètre d'action et le renforcement de la reconnaissance des acteurs de l'ESS pour une contribution à la co-construction de politiques publiques.

Pour ce faire nous avons insisté sur le rôle des instances publiques et ce, à différents niveaux:

- information, (re)connaissance et promotion de l'ESS
- appui et accompagnement aux projets et aux entreprises de l'ESS
- budgets et outils de financement

- mise en place de nouvelles régulations économiques
- inscription de l'ESS dans l'ensemble des politiques locales et si possible nationales

Il ne s'agit plus de la création d'un nouveau créneau de politique publique mais bien d'une politique favorisant le développement économique avec le soutien de l'ESS. Nous ne sommes plus dans une forme de coût mais bien dans un investissement.

Enfin, nous avons insisté sur ce qui nous apparaît essentiel dans la conscience écologique qui doit faire partie intégrante de toutes nos décisions et de toutes nos réflexions:

- Une première imposition est de revenir à la notion d'écosystème dans laquelle les êtres vivants ne sont pas uniquement de conflit, de compétition, de concurrence, de dégradation ... mais aussi d'interdépendance, de solidarités et de complémentarité.

- Une deuxième imposition est de revenir sur le fait que l'écologie est la première science qui traite du système global avec ses constituants physiques, botaniques, sociologiques, microbiens qui chacun relève d'une discipline spécialisée. Elle impose donc une appréhension systémique.

Ces postulats nous montrent qu'à côté de „l'hyperspécialisation“, il existe une connaissance organisationnelle globale capable d'articuler les compétences spécialisées, pour comprendre les réalités complexes. Ne désespérons pas!

Ceci nous oblige de dépasser le paradigme occidental qui disjoints le sujet de l'objet et à intégrer cette systémique d'auto-éco-organisation directement dans le concept de développement durable par ses trois piliers mais surtout par ses interfaces viable, vivable et équitable! ... Il ne reste plus qu'à passer à l'action.

Paul Huens

Neue Ökonomie, Teil 18

Die europäische Anerkennung der Solidarwirtschaft

Im November 2001 veröffentlichte die EU-Kommission die Mitteilung COM (2001) 629 unter dem Titel „Renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi“, ein Dokument, welches das „Objectif Plein Emploi“ (OPE) in seiner Entwicklung bestärkte.

In diesem Dokument legte die EU-Kommission vor allem Wert auf die Förderung der lokalen und regionalen Organisationen der Solidarwirtschaft in den Mitgliedsländern. Wie wichtig die lokalen und regionalen Entwicklungen auch in unserem Land waren, hatten die Erfahrungen von OPE gezeigt.

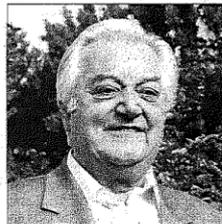
In demselben Dokument wurden die Mitgliedsländer aufgefordert, die Erfahrungen auf lokalem und regionalem Gebiet für die Ausarbeitung ihrer nationalen Beschäftigungspläne zu nutzen und die Entwicklung der Solidarwirtschaft und deren Ausbau durch lokale Beschäftigungsstrategien zu ermutigen. Sie erkannte damit die Wichtigkeit der lokalen und regionalen Beschäftigungsinitiativen an, deren weitere Ausweitung sie begünstigte.

Für das „Objectif Plein Emploi“ (OPE) stellte die Mitteilung der EU-Kommission einen großen Schritt zur offiziellen Anerkennung der Solidarwirtschaft dar. OPE sah sich damit in seiner Aktivität bestätigt und begann sofort mit der Ausarbeitung von sogenannten „Plans d'action locaux“ (PAL).

Diese „Plans d'action locaux“ (PAL) sollten den „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ ergänzen helfen. Letzterer fügt sich vortrefflich in die Programmierung der EU-Kommission zur „Stratégie européenne pour l'em-

ploi“ (SEE) und die Lissabon-Strategie ein.

Ab 2002 hatte OPE, nach unzähligen Besprechungen mit den zuständigen Gemeindevertretern, weitere Erfolge bei der Einrichtung von lokalen Beschäftigungsinitiativen (CIGL) zu verzeichnen, so dass eine zweite regionale Agentur, mit Büros und Informationsräumlichkeiten, in Bonneweg eröffnet wurde.



„Auf nationaler Ebene wurden die Anstrengungen von OPE für Erfolge in der Aus- und Weiterbildung jugendlicher Arbeitsloser ebenfalls anerkannt: Das Erziehungsministerium bewilligte OPE den Titel „Organisme de formation professionnelle continue“.

Das brachte die Verantwortlichen von OPE dazu, sich mit dem Thema „Ecole de la deuxième chance“ zu befassen, so wie es von der EU-Kommission vorgesehen war.

Im Jahre 2002 waren 561 Personen beim OPE beschäftigt.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Un forum de discussion ouvert à tous

www.lux09.lu en ligne

A l'heure où le Luxembourg élabore toujours son plan national pour le développement durable, l'environnement est au cœur des priorités de Lux'09, les rencontres internationales de l'économie sociale et solidaire, avec onze autres thématiques qui feront l'objet d'ateliers et avant ça de forums de discussions ouverts à tous! A découvrir sur www.lux09.lu

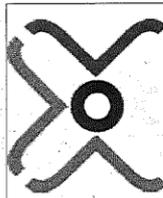
Le 4^e Forum international globalisation de la solidarité Lux'09 aura lieu en mai 2009 et pourtant, le processus commence déjà maintenant.

C'est en effet hier que le site internet de cet événement pour la première fois accueilli en Europe, www.lux09.lu, a été mis en ligne officiellement. Il permet à chacun de se familiariser avec les concepts d'économie sociale et solidaire tout comme de prendre connaissance avec l'organisation et le programme provisoire.

Ce site sera aussi et surtout la vitrine du programme avec un lien direct vers les forums de dis-

cussions des douze ateliers de Lux'09. Ces ateliers thématiques font partie du programme avec les séances plénières et les réunions continentales et intercontinentales. Ils ont été créés pour répondre à la volonté des organisateurs de faire de l'événement un processus dynamique et participatif, valeurs moteurs de l'économie sociale et solidaire. Les ateliers sont d'ailleurs pris en charge par les acteurs européens qui les ont proposés. Ce sont ces mêmes personnes qui modéreront les forums de discussions dont, par exemple, la SAW-B, Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, (cf article ci-contre) qui animera l'atelier sur le thème des réseaux de l'économie sociale et solidaire. Le thème de l'environnement sera quant à lui, pris en charge par l'asbl belge Ressources, réseau d'entreprises d'économie sociale actives dans la récupération et le recyclage.

-> Pour plus d'informations, à vos claviers: www.lux09.lu



LUX'09 RIPRESS INEES

Les pactes locaux

„Changer d'échelle du local à l'Europe“

L'émergence des „territoires acteurs“ en Europe: un enjeu majeur et le fruit d'un apprentissage historique.

Le 18 et 19 juin prochain, l'association nationale française des pactes locaux sera accueillie par le réseau luxembourgeois d'économie solidaire et de développement local Objectif Plein Emploi, pour la troisième étape de leur démarche „changer d'échelle du local à l'Europe“.

Mais c'est quoi les pactes locaux?

Le pacte local répond au besoin essentiel de coopérer pour vivre ensemble. C'est un processus qui rassemble, sur un territoire donné, des personnes qui ont des intérêts, des enjeux en commun, et, par la même, s'engagent à partager une vision solidaire, humaniste, de la vie en société. Notamment sur des thèmes comme l'insertion, l'environnement, le développement de l'emploi, la citoyenneté. Ce n'est donc pas seulement un moyen de faire ensemble, une méthode ou un outil. C'est aussi un processus qui exprime des valeurs: la solidarité et la convivialité et les traduit en actions concertées. Sa mise en œuvre s'appuie sur une grille de référence, élaborée à partir d'échanges d'expériences, de comparaisons, et de visites de terrain.

Les acteurs locaux et leurs partenaires (financeurs, pouvoirs publics) peuvent s'y adosser pour faire le point, développer, mettre en réseau, aider, financer, voire „modéliser“ les projets en cours. Leur objectif commun est de constituer une offre d'intervention apte à promouvoir, consolider, améliorer, relier toutes les formes de coopération qui se préoccupent d'ancrer le changement dans son environnement territorial et humain, dans les domaines d'intervention suivants: cohésion sociale, développement durable, économie solidaire, dialogue social territorial, démocratie et participation citoyenne (article 2 des statuts de l'association, mai 2005).

Plus de 800
pactes locaux

Il existe aujourd'hui autant de pactes locaux que d'initiateurs, chacun avec des modalités de fonctionnement et des thématiques différentes. Quelques exemples: les premiers groupements d'employeurs ruraux ont vu le jour en Poitou-Charentes dans les années 80. On en compte aujourd'hui plus de 500 dans cette région. Leur mise en place a obligé employeurs et salariés de l'agriculture à s'organiser ensemble pour faire face à leurs besoins de main-d'œuvre. Un intérêt partagé bien compris a permis des compromis utiles et la mise en place d'une organisation régionale en centre de ressources.

Dans le Drôme provençal, les associations et les habitants d'un territoire dévitalisé, le Haut Nyonsais, s'organisent pour gérer une Maison sociale à l'échelle intercommunale. Ils oeuvrent au „mieux vivre“ des personnes âgées, dépendantes et malades. La personne concernée est placée au centre, avec les aidants de son entourage.

Cet espace de santé organise les soins infirmiers sur place et au domicile, anime des ateliers d'ex-



Une ambiance d'échanges lors de la foire aux expériences du BASE Sud Audois, juin 2007

dizaine d'années dans des activités solidaires d'insertion et développement local se saisissent de la nouvelle loi sur les Pays de 1999 pour se constituer en plateforme d'associations. Cette loi, dite loi Voynet, fait de la participation démocratique un passage obligé pour valider les contrats de projet (et les financements).

Le Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois (BASE Sud Audois) obtient en 2002, le mandat des élus pour la promotion de l'économie sociale et solidaire. Créé en 2002, il poursuit depuis lors un travail d'animation territoriale. Sa dernière action, en juin 2007, c'est une foire aux expériences. Rien à vendre, „la monnaie d'échange, c'est l'échange“.

Une trentaine d'exposants volontaires présentent leurs démarches de créations d'activités, individuelles, mais aussi collectives, pour montrer que c'est possible, pour partager leur expérience avec un large public invité et pour obtenir une meilleure reconnaissance du fait qu'„une autre économie existe“ et qu'elle participe d'un après à la désindustrialisation de la vallée.

Dans le cadre de la préparation de Lux'09, le 4^e forum international Globalisation de la Solidarité, organisé à Esch-sur-Alzette du 22 au 25 avril 2009, les pactes locaux sont chargés de l'organisation de l'atelier n° 7 „participation démocratique et ancrage territorial, (www.lux09.lu). Ils ont, pour ce faire, initié une démarche originale, en parallèle avec l'animation du forum de discussion de leur atelier. Celle de tirer les enseignements d'expériences territoriales porteuses de réponses à des problèmes clés d'aujourd'hui, avec le concours des forces dynamiques de toute la société: acteurs de l'économie, du politique et de la société civile.

Organisé dans le cadre d'une plateforme, cet espace collaboratif ouvert est composé, sur base du volontariat, de membres des

regionales dont les résultats seront rapportés à Lux'09 sur les thématiques suivantes:

1. La globalisation de la solidarité pour le travail et l'emploi, Poitou-Charentes, les 13 et 14 décembre 2007.

2. Le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle. Rencontre territoriale d'Auvergne 2008, les 27 et 28 mai 2008.

3. Le modèle luxembourgeois: „Objectif Plein Emploi“ un réseau de développement local et d'économie solidaire, Grand-Duché de Luxembourg, pays d'accueil de Lux'09, les 18 et 19 juin 2008.

4. Influence de la société civile sur les politiques foncières et d'habitat (Association Terre de liens, région à préciser).

5. Gestion du bien public (eau, santé... région à préciser). L'étape luxembourgeoise du 18 et 19 juin est inscrite dans un processus de capitalisation et sera appréhendée avec la même grille d'analyse que toutes les autres étapes. A savoir:

- Quel type d'économie l'action a-t-elle (ou peut-elle) généré (r)?

- Comment a-t-elle augmenté le pouvoir d'action et la responsabilité des différents acteurs dans les solutions mises en œuvre?

- Sur quelles coopérations entre acteurs, quelles articulations entre échelles de gouvernance, la dynamique territoriale s'est-elle appuyée pour obtenir des succès?

- Qu'est-ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables? Quelles leçons pour les multiplier à l'avenir?

- Un forum internet en quatre langues ouvre les échanges à la dimension internationale, pour illustrer, débattre et proposer sur la base de ces mêmes questions.

Ce processus vise trois objectifs. Le premier est de réunir des forces et s'organiser pour devenir un acteur collectif. Le second vise

ration d'une plate-forme européenne pour renforcer le soutien politique aux territoires qui veulent s'impliquer dans ce type de démarche et servir de référence pour une mondialisation à visage humain.

Les participants aux deux journées luxembourgeoises seront répartis en cinq groupes de travail pour découvrir les projets sur le terrain et aller à la rencontre des acteurs de terrain. Cette 3^e étape associera aussi les pouvoirs publics et les autorités locales.

Comment ces journées seront-elles articulées?

1. Groupe emploi et statut juridique

Présentation des recherches d'OPE sur le nouveau statut juridique des entreprises d'économie solidaire.

Présentation du fonctionnement d'OPE en présence de représentants de l'Administration de l'emploi et du ministère du Travail et de l'Emploi

2. Un avenir pour tous dans la société d'information

L'exemple des Internetstuf du réseau OPE implantées au niveau local en réponse à la volonté gouvernementale de favoriser l'accès à tous à Internet et l'informatique.

3. La démocratie participative, clé de voûte pour réussir un développement territorial solidaire?

Visite d'un projet participatif intergénérationnel: le jardin solidaire Kalendula à Altweis.

Présentation d'un projet participatif et durable, planifié et réalisé avec les enfants et des adultes engagés: le réaménagement d'un cour d'école.

4. Les communes luxembourgeoises

L'organisation des communes au Grand-Duché de Luxembourg: représentativité, compétences et statut administratif.

5. L'économie solidaire, un collectif hétérogène

Rencontres avec les „consommateurs“ des services d'économie solidaire.

Neue Ökonomie (20)

Eine Anerkennung der OPE-Tätigkeit

2003 wurde von der Generaldirektion für Beschäftigung und Soziales der Europäischen Kommission eine „Etude de faisabilité sur les indicateurs destinés aux niveaux régional et local et à l'économie sociale“ an ein für sämtliche Staaten der Europäischen Union renommiertes Unternehmen in Auftrag gegeben. Für Luxemburg beteiligte sich „Objectif Plein Emploi“ (OPE) an der Ausarbeitung dieser Studie, was nicht wenig zur Bestätigung und Anerkennung von OPE beitrug.

Im Rahmen der europäischen Projekte erhielt OPE noch nachträglich Genugtuung, weil das Projekt zur Ausbildung von Entwicklungs-Agenten der Großregion, das im Jahre 2000 verweigert wurde, nun innerhalb des Rahmenprogramms INTERREG 3A genehmigt wurde. Eine Zusammenarbeit mit den französischen und belgischen Partnern erfolgte anschließend.

„Objectif Plein Emploi“ (OPE) und OGB-L wurden zu einem Seminar in Paris eingeladen, das als Thema „L'implication des syndicats dans les démarches de l'économie solidaire et sociale“ hatte. Ausgehend von den Erfahrungen der beiden Partner fanden ihre Stellungnahmen ein enormes Interesse in der spezialisierten Presse Frankreichs.

Ermutigt durch diese Erfolge, organisierte OPE ein Kolloquium in unserem Land mit dem Thema „Un regard européen sur les activités d'OPE“, in welchem Forscher und Publizisten aus Frankreich, Deutschland und Italien über den Beitrag von OPE zur Entwicklung der Solidarisches Wirtschaft Stellung nehmen konnten.

In Remich wurde eine „Conférence nationale des Acteurs bénévoles du réseau OPE“ organisiert, unter dem Thema „L'implication des communes dans les concepts de l'économie solidaire“, innerhalb welcher die Gemeindevertreter Gelegenheit hatten, über die erfolgreichen Aktivitäten der lokalen Beschäftigungsgruppen (CIGL) zu berichten.

Zu erwähnen bleibt noch, dass auf landespolitischem Plan schon während zwei Jahren eine Untersuchung über die sozioökonomischen Initiativen durchgeführt wurde, und zwar durch die „Cellule emploi“ des Arbeits- und Beschäftigungsministeriums und dem „Comité permanent de l'emploi“. Diese Untersuchungen führten zum Gesetzprojekt 5144 über die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, welches mit großem Interesse vom OPE analysiert wurde.

2003 zählte „Objectif Plein Emploi“ 599 Beschäftigte.

Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)



Mettre des mots sur l'économie solidaire c'est bien, l'expérimenter c'est mieux

Kalendula, le jardin solidaire de Hesperange

Le CIGL Hesperange propose depuis le printemps Kalendula, le jardin solidaire. Education à l'écologie et au développement durable, participation citoyenne et partage des savoirs sont les mots clés de ce projet. Mais aussi: le partage de la culture, du goût, du savoir-faire, de la beauté et de la convivialité ...

Mettre des mots sur l'économie solidaire c'est bien. L'expérimenter c'est mieux! Objectif Plein Emploi invente les règles et le terrain de jeu de l'économie solidaire.

Environ 120 écoliers des huit classes de l'enseignement primaire qui participent cette année au programme d'éducation à l'écologie et au développement durable de Kalendula inaugurent cet après-midi le jardin solidaire. Joutant l'école primaire de Hesperange, le jardin solidaire est également un lieu de détente ouvert au public. Les équipes du CIGL Hesperange l'ont aménagé l'hiver dernier non sans avoir recueilli en cours de route les idées des écoliers et des enseignants. Pas étonnant dès lors d'y trouver une cabane de jardin, un étang, mais également des bancs et une pergola ombragée ... quand la vigne l'aura recouverte.

A Hesperange, nous commençons l'implantation de Kalendula (*calendula officinalis*, Réngelblum) par le programme scolaire. Ce dernier, renouvelé d'année en année, vise la connaissance de la diversité de la faune et de la flore du potager et la sensibilisation à une alimentation saine. Le thème de cette année est la pomme de terre.

Un processus éducatif par le jardinage

Le processus éducatif se fait en grande partie par le biais du jardinage, donc l'expérimentation. Mais pas seulement. L'élaboration d'outils pédagogiques en collaboration avec les enseignants est prévue. Le traitement de la matière par le biais du livre et de l'informatique est envisagé au sein de notre Ciglotheik à Howald. Des réalisations artistiques autour du thème „potager“ sont prévues.

Cette année, nous avons enrichi le programme par la comédie, en y associant „Ile aux clowns“, un projet du réseau Objectif Plein Emploi que le CIGL Hesperange

Diese Seite wird in Zusammenarbeit mit dem „Institut européen de l'économie solidaire“ (Inees) erstellt. Sie erscheint im Zwei-Wochen-Rhythmus.

Neue Ökonomie (21)

Thema Solidarwirtschaft bleibt in der Diskussion

Im vorigen Artikel wiesen wir auf das Gesetzesprojekt 5144 hin, ein Projekt, welches zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit gedacht ist und welches vom „Objectif Plein Emploi“ (OPE) ganz genau analysiert wurde. Befürchtung bestand, dass dieses Gesetzesprojekt, wenn es später von der Abgeordnetenkammer angenommen würde, die Entwicklung der Solidarwirtschaft bremsen könnte.

Das war dann auch der Grund,



Qui se soucie de regarder la fleur de la carotte sauvage au temps des cerisiers? Sodo, Haïku (poème japonais)

soutient activement depuis son lancement. Le déroulement des activités réunit ainsi l'ensemble des parties prenantes au projet, aussi bien l'équipe du CIGL Hesperange qui se charge de l'entretien du jardin et de l'animation, les concepteurs des programmes éducatifs, „Ile aux clowns“, que les enseignants et bien-sûr les écoliers.

Mais Kalendula a aussi pour vocation de s'ouvrir à d'autres publics, tels les seniors, d'HesperGeschirkèscht (notre service de proximité), les adolescents ou encore des associations locales intéressées à l'écologie et au développement durable. Nous entendons faire de Kalendula un bouquet d'activités qui participent à la prise de conscience collective et contribuent au maintien de la biodiversité tant cultivée que naturelle. Kalendula s'inscrit ainsi dans le leitmotiv du CIGL Hesperange: la participation et l'éducation citoyennes par le partage des savoirs.

Nous faisons le pari que le partage et la participation citoyens peuvent s'instaurer naturellement, par le dialogue, la bouche à oreille et l'enthousiasme. Jugez-en par vous-même: certains des usagers du service de proximité nous ont demandé de replanter dans le jardin des arbustes dont ils ne voulaient plus, plutôt que les voir jetés.

Le réseau Objectif Plein Emploi, dont le CIGL Hesperange fait partie, est reconnu depuis des années comme l'acteur socio-économique fer de lance de l'économie solidaire au Luxembourg. Ayant atteint cette année le cap (non pas celui de Bonne Espérance) des dix ans d'existence, la route (non plus celle des épices, ou alors par le commerce équitable), qui mène à l'instauration d'un troisième pilier économique, celui de l'économie solidaire, est tout de même déjà bien entamée.

Le développement des associations du réseau et le renforcement du maillage, tant entre les associations OPE elles-mêmes que le tissage de partenariats locaux et nationaux avec des acteurs externes, va bon train.

Exemple représentatif à bien des égards

L'exemple du CIGL Hesperange, illustré par le biais du projet Kalendula, est représentatif à bien des égards d'une stratégie d'évolution vers l'entreprise d'économie solidaire à caractère local visant l'intérêt collectif. L'entreprise d'économie solidaire se caractérise ainsi par une bonne dose de perméabilité à son environnement.

C'est ce qui doit permettre la

participation des citoyens à la vie de l'entreprise, dont l'objectif est la sensibilisation et la prise de conscience face à des enjeux majeurs de notre société, comme le débat démocratique, le développement durable, la solidarité intergénérationnelle, l'emploi, la mobilité, la consommation responsable, le bien-être collectif, etc. La fonction éducative des professionnels de l'économie solidaire consiste dès lors à créer les conditions du processus participatif et citoyen au développement territorial.

L'exemple du programme Kalendula montre qu'il s'agit là d'un travail de longue haleine. Il fait appel à plusieurs dimensions du réseau Objectif Plein Emploi. D'abord à celle de la recherche pour ce qui concerne la problématique de la sensibilisation à la biodiversité, à l'écologie et au développement durable. Ensuite, à la mutualisation et à la cogestion des moyens entre plusieurs associations du réseau qui rendent possible le démarrage, la réalisation et la pérennisation des activités. Enfin, l'ancrage territorial, par l'adhésion des communes partenaires des CIG associés au projet et des publics et acteurs ciblés.

Le CIGL Hesperange a été parmi les premiers à s'impliquer concrètement dans le projet. Il contribue depuis trois ans au

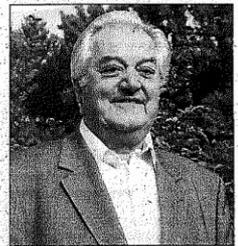
fonctionnement du site Kalendula de Altvies que nous concevons comme le laboratoire où sont développées les applications du projet. Notre personnel y acquiert des savoir-faire enrichissants tant au niveau du jardinage que de l'animation de groupes sur le jardin solidaire. Outre Hesperange, les communes de Mondorf, Burmerange, Remerschen, Dalheim et Steinfort sont déjà parties prenantes au projet par le biais de leurs CIG respectifs. D'autres ont manifesté la volonté de nous rejoindre dès 2009.

Kalendula va donc essayer parmi les CIG du réseau Objectif Plein Emploi. Gageons que la diversité ne s'y cantonnera pas à la seule biologie.

Les publics y viendront avec leurs idées, à commencer par les écoliers, leurs attentes et leurs déclinaisons de l'éducation à l'écologie et au développement durable. Certains y organiseront des pique-niques, d'autres des expositions, certains distribueront des corbeilles de légumes en échange d'un service rendu, ou s'y posent tout simplement pour parler ou lire ...

Abílio Machado
Liliane Da Silva

→ Abílio Machado et Liliane Da Silva sont agents de développement à Objectif Plein Emploi



Autor Nick Eickmann

→ wird fortgesetzt

INEES à la Cumbre de los pueblos enlazados alternativos

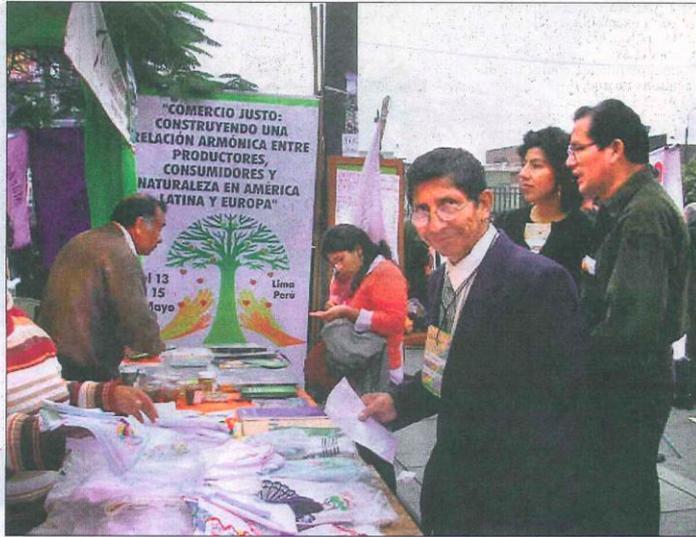
Un espace de réflexions, de propositions et d'actions

Du 13 au 16 mai à côté du sommet Union européenne - Amérique latine - Caraïbes s'est tenu le sommet alternatif des peuples.

Le président péruvien Alan García, réputé proche des Etats-Unis voyait d'un mauvais œil la tenue de ce contre-sommet. La tension était palpable en ville et n'était pas sans rappeler les journées de Gènes de juillet 2001 (pendant la réunion du G8, on avait déploré un mort au sein des mouvements contestataires). Heureusement rien de tel ici à Lima où le sommet des peuples, organisé par le réseau régional Enlazados Alternativos (issu du processus des forums sociaux et composé d'ONG, de syndicats, de mouvements sociaux et politiques des deux continents) a construit un espace de réflexions, de propositions et d'actions pour développer des formes alternatives de coopération en Amérique latine et en Europe et entre l'Amérique latine et l'Europe. Nous étions plus de 2.000 à participer à cet événement avec d'importantes délégations de toute l'Amérique latine, en particulier des mouvements indigènes du Pérou, de la Bolivie et d'Equateur.

Une session du Tribunal des peuples (créé en 1979) s'est tenue le 13 et le 14 mai.

Rappelons que l'Organisation mondiale du commerce (non démocratique) a le pouvoir de juger et condamner entreprises et Etats sur la question de la libre concurrence mais malheureusement pas sur les aspects sociaux et environnementaux.



Sur le stand de la foire au commerce équitable pendant la „Cumbre de los Pueblos“ à Lima

Le travail le plus important du Tribunal des peuples est le procès de 20 transnationales européennes pour leurs pratiques de violations des droits de l'Homme, de non-respect des droits du travail et de contamination de l'environnement.

Le jugement de ce Tribunal des peuples a été remis aux gouverne-

ments, à ceux des pays affectés par les opérations de ces entreprises européennes comme à ceux des pays d'origine des entreprises, et aux organisations non gouvernementales, leur demandant d'agir pour en finir avec les pratiques illégales de ces transnationales. De la même manière a été débattue une proposition alter-

native de développement, qui a été remise aux présidents assistant au V^e sommet de Lima, même si les participants admettent ne pas avoir de grandes espérances d'être écoutés.

Les propositions étaient organisées autour de la refondation des pays pour créer des Etats plurinationaux qui respectent les

droits des peuples originaires, l'intégration de l'Amérique latine comme alternative aux traités de libre-échange avec l'Europe et d'autres parties du monde, la nationalisation des ressources naturelles, un modèle économique redistributif, une réduction de la consommation pour faire face au problème du changement climatique.

Plus de 90 séminaires autogérés se sont tenus pendant ce sommet.

Ils traitaient, dans une dynamique d'échange entre organisations et réseaux d'Amérique latine et d'Europe, de la question de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire, des agrocarburants, de la crise énergétique, de la réappropriation des ressources naturelles, de la question indigène, de la crise colombienne, de la lutte contre les prétentions hégémoniques et guerrières des Etats-Unis, des conséquences des accords d'association et de libre-échange, du rôle des entreprises multinationales des pays du Nord, de la question des modèles d'intégration régionale, des droits de la personne humaine, de la question des migrations, de la criminalisation des mouvements sociaux, etc. et d'économie sociale et solidaire. Cet espace, animé par le Groupe des réseaux d'économie solidaire du Pérou, a permis à INEES, de présenter le réseau Objectif Plein Emploi du Luxembourg, de partager une réflexion plus conceptuelle sur l'économie solidaire comme 3^e pilier économique et de présenter Lux'09.

En espérant que malgré l'adage nous puissions être prophète en notre pays...



Entre économie publique et privée

Eric Lavillunière s'est rendu à Casablanca le 21 Juin pour témoigner dans un forum lors du 1^{er} Salon de l'Economie sociale et solidaire (Ecos). 150 exposants du commerce équitable, de petites coopératives agricoles ou artisanales et des associations de défense de l'environnement p. ex. étaient présents pour dé-

montrer toute la pertinence du développement de l'entreprenariat collectif.

Les débats ont beaucoup tourné autour de la place de l'ESS entre économie publique et économie privée. Il faut dire que le ministère des Affaires économiques et générales déploie un grand plan de développement en faveur de l'ESS

marocaine.

Nous allons recenser les politiques publiques en faveur de l'ESS dans le monde, avec l'idée de proposer une rencontre spécifique avec les ministres et les administrations concernées. L'exemple nous vient du Sud maintenant (Brésil, Mali, Maroc) ou du Québec en Europe, rares sont

les ministères consacrés à cette question, et quand c'est le cas ne l'abordent que dans son aspect le plus social (entreprises non marchandes). Une vraie politique de soutien à l'ESS au Luxembourg c'est possible?

(Photo: la Grande Mosquée de Casablanca)

Neue Ökonomie (22)

Vielversprechende Aktivitäten

Ab dem 1. Januar 2005 wurde „Objectif Plein Emploi“ (OPE) der Mehrwertsteuergesetzgebung unterstellt, d.h., alle angeschlossenen Mitgliederorganisationen wurden verpflichtet, Mehrwertsteuer auf ihren einzelnen Dienstleistungen zu erstellen. Für OPE war diese Verpflichtung insofern interessant, weil ein solcher Regierungsbeschluss auch eine Anerkennung der Hauptorganisation als vollwertiger Wirtschaftsfaktor darstellte.

Seit sechs Jahren hatte OPE bei Arcelor die noch im Differenzierender Werk bestehende Schreinerwerk geteilt, um hier jugendliche Arbeitslose im Schreinerhandwerk auszubilden. Neben der Schaffung von Arbeitsplätzen brachte diese Initiative auch eine engere Zusammenarbeit mit den Gemeinden mit sich, weil hier vor allem Parkbänke und Spielplatz-

einrichtungen hergestellt wurden. Diese Produktion wurde später auf weitere Gebiete des Handwerks ausgeweitet.

Mittlerweile nahm auch das Projekt „Formation pour agents de développement de la Grande Région“, welches 2003 im europäischen Programm „Interreg 3A“ genehmigt worden war, konkrete Formen an. Nach der Reorganisation der Organisationsleitung gelang es den französischen Partnern „Carrefour des pays lorrains (CPL)“, „Conseil général de Meurthe-et-Moselle (CG54)“, „CUCES – Universités Nancy 1 et 2“, „Institut universitaire de technologie Henri Poincaré de Longwy“ und den belgischen Partnern mit der „Fondation rurale de Wallonie“ eine engere Zusammenarbeit mit den Universitäten von Nancy und Louvain-la-Neuve herzustellen. Diese erklär-

ten sich einverstanden, die Ausbildung zum „Master en développement local“ in ihr Programm aufzunehmen.

Die „plate-forme Economie sociale et solidaire du Luxembourg“ organisierte im Monat März ein europäisches Seminar unter dem Protektorat der luxemburgischen Präsidentschaft, mit dem Titel „L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la Stratégie de Lisbonne“. Dieses Seminar erlaubte es, den Gedanken der Sozial- und Solidarwirtschaft in den wirtschaftspolitischen Kontext zu stellen, dies umso mehr, weil er sich in unserem Land auf soziale Arbeitsbeschaffung beschränkte. Das



Echo in den Medien über dieses Seminar war beeindruckend.

So schrieb z.B. Lucien Montebrusco im Tageblatt vom 12. März 2005: „Sie arbeiten nicht des Profits wegen, sondern um der Menschen willen, die sie beschäftigen. So ließe sich definieren, was Unternehmen der Solidar- und Sozialwirtschaft ausmacht. Die Zahl der in derlei Unternehmen Beschäftigten wird in der Europäischen Union auf neun Millionen geschätzt. Sie sind vor allem in Bereichen aktiv, die für gewinnorientierte Unternehmen unattraktiv sind, weil wenig Profit versprechend.“

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

„Comité de pilotage européen de Lux'09“

Convaincre plutôt que contraindre

Eric Lavillunière

Le „Comité de pilotage européen de Lux'09“, le 4^e forum de globalisation de la solidarité qui se déroulera à Esch-Alzette du 22 au 25 avril 2009, s'est réuni ce lundi 15 septembre à Villasimius sur la côte sud-est de la Sardaigne.

Accueillis dans les locaux du Conservatoire marin du littoral nous avons pu échanger avec le directeur sur l'importance de la biodiversité et de la nécessité du changement que nous devons avoir tous si nous voulons que nos enfants et les générations futures puissent envisager un avenir sur la Terre. Avec un credo d'action: convaincre plutôt que contraindre.

Un credo que nous avons fait nôtre dans la tonalité de notre travail pour la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme 3^e pilier économique. C'est avec en arrière plan le bruissement des signes de la crise bancaire que nous avons abordé un copieux ordre du jour dans une bonne humeur générale dans le cadre paradisiaque de la Sardaigne.

Toujours préoccupé par le souci de prendre les décisions collectivement nous avons d'abord fait un point sur l'état d'avancée du financement de nos prochaines rencontres. Après avoir reçu un apport du ministère luxembourgeois de la Famille, nous tentons maintenant de monter un dossier pour le Fonds social européen géré par le ministère de l'Emploi. Nous avons également monté un dossier pour accueillir un Service volontaire européen qui, si tout se passe bien viendra de Hongrie. Nous devrions également accueillir une



De gauche à droite: Thibaut Jacquet (ressources Belgique), Eric Lavillunière (INEES Luxembourg), Nuria Del Rio (REAS Espagne), Viviane Vandemeulebroucke (INAISE Belgique), Arturo Palma Torres (MES France), Catherine Van Ouytsel (INEES Luxembourg), Christine Gent (IFAT Royaume-Uni) et Giovanni Acquati (INAISE Italie)

stagiaire en master à l'université de Mulhouse avec qui INEES collabore. Mais pour le moment il faut reconnaître que nous n'avons pas encore bouclé notre budget. Nous avons également entrepris des démarches pour obtenir du sponsoring de grands groupes privés basés au Luxembourg. Cette campagne démarant nous relaterons plus tard nos résultats dans ces colonnes.

Nous avons également abordé les cadres méthodologiques pour préparer les thématiques des séances plénières de Lux'09 avec le défi de trouver des formes attrayantes et innovantes pour donner un impact maximal à la participation des personnalités attendues. Nous avons enfin arrêté le programme final des at-

eliers de Lux'09 en privilégiant toujours l'implication de différentes organisations. Basé sur des propositions européennes nous avons étoffé le programme avec des propositions de nos partenaires péruviens, canadiens et brésiliens.

Du Brésil, il en était question également un peu plus tard car le ministre brésilien de l'économie solidaire Paul Singer, que nous avons déjà eu l'occasion de faire venir en Europe, devrait avec le soutien des acteurs de l'économie solidaire, prendre des initiatives pour donner plus de visibilité aux démarches socio-économiques de nos réseaux. Ainsi rendez-vous est pris dès le prochain „Forum social mondial de Bélem“ au Brésil en janvier 2009 pour tenter

de trouver un avenir à l'économie solidaire qui malheureusement ne s'annonce pas toujours très rose en Europe tant nos préoccupations arrivent loin derrière l'obsession de construire un grand libre marché concurrentiel ...

Apprendre des autres et notamment du Sud c'est ce que nous mettons en œuvre dans nos réseaux pour anticiper les changements du monde et surtout en garder une maîtrise citoyenne. Un vaste chantier que nous poursuivons tout en basant cette construction en la qualité des rapports humains. Nous nous sommes donné rendez-vous à la mi-novembre à Munich pour la prochaine réunion de préparation de Lux'09.

Neue Ökonomie (23)

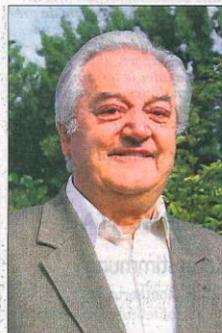
Fragen und immer mehr Fragen

Für die Mitarbeiter des „Objectif Plein Emploi“ (OPE) stellt der Name das Programm dar. Sie sind überzeugt, dass das Recht auf Arbeit ein grundsätzliches Element der sozialen Bindekraft darstellt, welche unerlässlich ist für jedes gesellschaftliches Funktionieren. Hinzu kommt noch, dass eine bezahlte Arbeit jedem Bürger die Möglichkeit bietet, ein autonomes, würdiges und verantwortungsvolles Leben zu führen und so zum allgemeinen Wohlfühlen der Gesellschaft beitragen kann.

Wenn auch die Frage, ob es genug Arbeit gebe, sich nicht stellt, so hat die Frage nach den zur Verfügung stehenden Arbeitsplätzen, besonders heute, noch ihre volle Aktualität.

„Objectif Plein Emploi“ lässt sich deshalb nicht von zeitgemäßen Diskussionen beeindruckend, welche sich sehr oft als rein dogmatisch erweisen.

Im Gegenteil stellt man sich die Frage, warum die Globalisierung



Nic Eickmann

„Comité économique et social de la Grande Région“

Accepter l'ESS comme 3^e pilier économique

Le groupe de travail (GT) économie sociale et solidaire du „Comité économique et social de la Grande Région“ (CESGR) s'est réuni à Trèves le 8 septembre.

Syndicats et économie sociale et solidaire (ESS), ces deux interprètes d'un monde meilleur vont-ils parler un même langage? Un passé souvent commun va-t-il permettre aux syndicats et acteurs de l'économie sociale et solidaire d'envisager un avenir collectif?

Oui, si l'on en croit les syndicats. Peut être, selon les forces de l'ESS. Pas forcément divisés, ils tentent dans le cadre du groupe de travail du CESGR, sous présidence luxembourgeoise, un début de réponse. Plutôt prometteur d'ailleurs.

Après l'organisation d'une conférence réussie des acteurs de l'ESS Grande Région en novembre 2007 à Eupen, le groupe de travail, sous l'impulsion de son président Renaud Rahier de la FGTB Eupen avec l'expertise d'Eric Lavillunière d'INEES basé à Schifflange, veut donner corps à une plate-forme, à un réseau Grande Région de l'ESS. Pour partager les expériences, échanger les bonnes pratiques, mutualiser les réflexions.

Avec comme première priorité, la transposition pratique des clauses sociales dans les marchés publics, les acteurs réunis à Trèves, vont donner plus de visibilité à leur action.



Norbert Geisen (président du CESGR), Eric Lavillunière (institut européen d'économie solidaire), Werner Müller (chambre de travail de la Sarre), Karl Heinz Pälgen (DGB), Bettina Altesleben (DGB), Laurent Steichen (Objectif Plein Emploi), Isabel Schlembach (WFG), Renaud Rahier (président du GT), Stéphane Balthazar (FAR) et Catia Carreira (secrétaire du CESGR)

En recommandant aux pouvoirs publics de la Grande Région d'intégrer ces mesures dans les marchés publics régionaux ou nationaux, ils mettent sur les rails un autre chantier, celui de l'acceptation par tous de l'ESS comme 3^e pilier économique.

Mise en ligne d'une base de données des acteurs, mutualisa-

tion des expériences, animation de l'atelier „ESS et action syndicale“ lors du forum international de globalisation de la solidarité, Lux'09 en avril 2009 à Esch-sur-Alzette, les contours de cette plate-forme se dessinent.

En menant collectivement une réflexion sur la „Définition des indicateurs de bien-être pour un

territoire plus solidaire“ (pourquoi pas dans le cadre d'un futur projet Interreg IV A), ils devraient réussir à donner vie à ce réseau Grande Région si les autorités publiques consentent à donner un petit coup de pouce financier pour lancer la dynamique.

Laurent Steichen

eine gewaltsame Degradierung der allgemeinen Lebensbedingungen in unserem Land erzwingen will. Globalisierung besteht schon seit die Menschen sich für den Tauschhandel entschieden haben und es ist nur eine weitere Entwicklung, welche die Ausdehnung und Weitläufigkeit dieses Tauschhandels bewirkt. Also nicht etwas fundamental Neues.

Die Frage stellt sich hier, welche Lektion die Wirtschaftsspitzen aus der sozio-ökonomischen Entwicklung, die ja nicht neu ist, gezogen haben und noch ziehen werden.

Man kann sich hier die Frage stellen, warum Bildung und Ausbildung auf die Forderungen der Unternehmen ausgerichtet werden müssen. Wollen wir Unternehmen, welche unfähig sind, sich in angemessener Art und Weise den zweitrangigen Problemen der Globalisierung zu stellen oder soll nicht eine differenzierte und weltweite Allgemeinbildung es erlauben, sich Gedanken zu machen über die Industrien und Unternehmen, welche wir wollen und welche gewinnbringend für unsere Gesellschaft wären?

OPE stellt sich auch die Frage, ob wir in unserer Zeit einverstanden sein sollen, dass es mittlerweile fast als ganz normal empfunden wird, wenn Arbeiter während ihres Lebens mehrmals die Beschäftigung und damit auch den Arbeitgeber wechseln müssen. Wo bleibt in diesem Kontext die soziale Verantwortung des Unternehmens?

Fragen und immer mehr Fragen.

Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)

Rencontres européennes des acteurs de l'économie sociale à Strasbourg

Une place pour l'économie solidaire

Solidarwirtschaft (1)

Beispiel Rümelingen

Nic Eickmann

Wir haben uns in dieser neuen Artikel-Serie nicht auf eine bestimmte Reihenfolge der Gemeinden, in denen ein „Centre d'initiative et de gestion“ (CIGL) geschaffen wurde, festgelegt, doch soll Ehre erwiesen werden, wem Ehre gebührt, und das ist in diesem Falle die Gemeinde Rümelingen.

Nach der Vorstellung der Studie „Objectif Plein Emploi“ (OPE) durch die Vertreter von „Action sociale pour jeunes“ und OGB-L fand diese sofort großen Anklang bei den Gemeindeverantwortlichen, und so war Rümelingen die erste Gemeinde welche bereits 1997 ein CIGL gründete.

Ein erstes Projekt wurde sofort in Angriff genommen, indem die baufälligen Gebäude der Firma Kihn abgerissen und hier Parkplätze geschaffen wurden. Dieses Projekt erlaubte die Beschäftigung von 14 arbeitslosen Jugendlichen.

Ein weiteres Projekt war die Sanierung des Schulgartens, wo ein Dutzend Bepflanzungskästen aufgestellt wurden, in denen die Schüler, zusammen mit dem Lehrpersonal, Gemüse anpflanzen können. Dazu gehört auch ein großes Gewächshaus. Ein Wasserbecken sollte eine weitere Attraktion des Schulgartens sein und der bestehende Pavillon soll als „Espace de rencontres“ für alle Aktivitäten der Schüler und ihrer Lehrer zur Verfügung stehen. 1998 beschloss die Gemeinde-



Le Luxembourg est formidablement bien représenté au niveau européen (d.g.à.d.): Jeff Weitzel (pour le secteur associatif, CE-DAG), Jean-Claude Detilleux (pour l'économie sociale européenne, Social Economy Europe), Marie-Hélène Gillig (pour l'économie sociale française, CEGES), Etienne Pflimlin (pour les coopératives, Cooperatives Europe), Eric Lavillunière (pour l'économie solidaire, INEES)

Solimar Pinto Sanchez

Le 21 et 22 novembre 2008, au Conseil de l'Europe (CE) et au Parlement européen (PE), s'est tenue la Conférence européenne de l'économie sociale (ES). INEES était présent pour reprendre le contact avec les grandes institutions de l'économie sociale présentes là-bas.

Dans le contexte actuel de crise économique mondiale ce secteur a l'intention d'affirmer sa place incontournable dans le développement économique, social et environnemental de nos territoires, et les spécificités de ses entreprises. Le fait de se retrouver dans „un des organes législatifs plus

puissants au monde“ va-t-il lui donner une voix et une place plus importante dans les contextes nationaux et mondiaux?

Cet événement est organisé par le Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale (CEGES) France, par l'Institut de coopération sociale internationale (ICOSI) et Social Economy Europe (SEE), avec la participation de député(e)s du CE et du PE, de représentants syndicaux, d'organisations à but non lucratif (associations), d'entreprises de l'ES (coopératives et mutuelles), de fondations, d'universités, d'états, venant d'Espagne, de France, d'Italie, de Pologne, de Finlande, de Tunisie, ...

Quelle place, quels acteurs et

quels rôles pour l'économie sociale?

Participation citoyenne

Pour les orateurs de la conférence l'économie sociale est en train de sortir de l'invisibilité en montrant sa différence en ces temps de crise financière et bancaire. Ils ont insisté sur leur rôle d'acteurs économiques sur le marché avec des objectifs et des modes de gouvernance différents et innovants pour une économie où les hommes et les femmes sont au cœur du projet.

Même si elle n'est pas la solution à tous les problèmes et si elle présente plusieurs difficultés on a pu constater son poids et son im-

portance. Il s'agit maintenant d'amener les citoyen(ne)s à réfléchir et participer plus encore. L'ES doit augmenter la coordination entre acteurs, entre différents pays et partenaires, obtenir une meilleure reconnaissance juridique et apparaître comme un interlocuteur crédible auprès des institutions et notamment la Commission européenne. Cela passe par une plus grande présence dans les universités et grandes écoles et dans les structures de formation des administrations publiques et également par l'interpellation des politiques dans leur pluralité.

Un défi pour l'ES intègre les programmes des partis pour les prochaines élections européennes ...

Réunion du Comité de pilotage européen des 4^{es} Rencontres internationales de globalisation de la solidarité

Il faut mobiliser des fonds privés

Eric Lavillunière

Le dernier Comité de pilotage européen des 4^{es} Rencontres internationales de globalisation de la solidarité Lux'09 qui se tiendront à Esch/Alzette du 22 au 25 avril 2009 s'est tenu à Munich les 14 et 15 novembre à l'invitation de Susanne Elsen qui dirige un master d'économie solidaire à la Fachhochschule.

Toujours plus motivés, les réseaux mobilisés ont exprimé leur inquiétude sur les difficultés rencontrées de réunir les fonds publics nécessaires pour la rencontre. Si nous devions en rester là, le Luxembourg serait le 1^{er} pays à soutenir si peu l'accueil de cet événement, ce qui ne sera pas pour arranger l'image passablement écornée du pays au moment où nous traversons une grave crise financière et bancaire. Mais dans tous les cas nous allons lancer une grande campagne de mobilisation de fonds privés car comme l'a rappelé Romain Biever d'INEES, l'économie solidaire a tout intérêt à se poser en dialogue et en complémentarité du secteur privé classique et non en opposition. Après avoir abordé différents aspects de lo-

gistiques nous avons fait le choix de retenir plusieurs propositions de sacs pour les 1.000 délégués attendus.

En effet plutôt que de choisir une proposition nous avons préféré mettre en valeur notre souci de la diversité et de la solidarité en retenant plusieurs propositions du commerce équitable et/ou biologique et/ou du recyclage provenant du Brésil, de l'Inde, de l'Egypte et d'une entreprise d'économie solidaire de la Grande Région.

Lancer un véritable débat public

C'était pour nous l'occasion de souligner que nous organiserons tout le catering de l'événement en sollicitant les associations locales sur Esch, les producteurs bio du pays et les entreprises solidaires de la Grande Région. Les produits de grandes marques multinationales qui ne brillent pas par leur responsabilité sociale seront donc bannis.

Nous avons également commencé à réfléchir sur le contenu et la forme des plénières de l'événement dans le souci d'être original et intéressant pour sortir du

schéma trop classique de la tribune de personnalités qui font des discours à tour de rôle devant une assistance baillante et clairsemée. Nous avons commencé à établir une liste d'oratrices et d'orateurs de renom international, mais nous en saurons plus dans quelques semaines. Nous

voulons lancer un véritable débat public avec tous les citoyens, les chercheurs, les syndicats ... sur les modèles socio-économiques. Nous l'espérons dans le dialogue plutôt que dans la confrontation avec les autorités publiques et les institutions. Mais on ne peut forcer personne au dialogue ...



Les représentants des réseaux européens d'économie solidaire autour d'un bon feu avec quelques verres sont en pleine séance de brainstorming pour préparer les séances plénières de Lux'09



verwaltung, die alte „Schlickfabrik“ umzubauen und hier ein Jugendhaus einzurichten. Sechs Personen des „Centre d'initiative et de gestion“ (CIGL) konnten innerhalb dieses Projektes beschäftigt werden. Zusammen mit einheimischen Handwerksbetrieben konnten die einzelnen Arbeiten durchgeführt werden, was den jugendlichen Arbeitslosen auch eine Ausbildung in den einzelnen Branchen ermöglichte. Nach Fertigstellung des Jugendhauses konnte hier eine Zweigstelle des „Service National de la Jeunesse“ (SNJ) und des „Objectif Plein Emploi“ (OPE) eingerichtet werden.

In den folgenden Jahren wurde eine ganze Reihe von anderen Projekten in Angriff genommen und realisiert, so die Instandsetzung des alten „Centre culturel“, die Installation einer Pergola und eines neuen „Schiethäuschen“ im Stadtpark, die Instandsetzung der Wanderwege bis zum Baumgarten, das Projekt „Hutberg“ ... Es wurden 240 neue Rastbänke in der Gemeinde aufgestellt und fünf Spielplätze eingerichtet, ein Hilfsdienst „Firlech Do“ und ein „Service de recyclage“ sowie das Projekt „Karbidluucht/Maison Gonner“ wurden geschaffen.

Nicht nur die Instandsetzung der einzelnen Projekte sorgte für die Beschäftigung von jugendlichen Arbeitslosen, sondern auch die Instandhaltung wird für weitere Beschäftigung sorgen. In all den Jahren konnten so jedes Jahr ungefähr 25 Personen beschäftigt werden.

Cultivons la solidarité

Le pouvoir des consommateurs



Le réseau Objectif Plein Emploi développe un projet appelé Kalendula (à Altwies) – avec des objectifs d'éducation à l'environnement, entre devoir de mémoire et sécurité alimentaire, il implique jeunes et moins jeunes pour réapprendre à cultiver et à se cultiver, entre patrimoine et citoyenneté

Nicolas Brootcorne*

A Aubagne (région marseillaise) se déroulait le 3^e colloque international sur les „partenariats locaux solidaires entre producteurs et consommateurs“, une rencontre des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne* (AMAP) organisée par le réseau URgenç qui les regroupe au niveau international. En tant qu'acteur de l'économie solidaire, nous y étions pour nous pencher sur un phénomène qui connaît un succès grandissant aux quatre coins de la planète.

L'aventure a débuté dans les années 60 de l'autre côté de la planète, plus exactement au Japon. Suite à l'essor économique que connu le pays, l'agriculture s'est rapidement industrialisée. En réaction, des consommateurs sensibilisés aux problèmes de pollutions multiples ont décidé de modifier leur mode d'alimentation et de collaborer directement avec des agriculteurs en créant les premiers Teikoku (en japonais „partenariat“). Le concept initial était de garantir au producteur l'acquisition de toute sa récolte sur un an en échange de quoi ce dernier s'engageait à fournir des aliments de qualités exempts de produits chimiques. Le concept s'est ensuite propagé au reste de l'Asie, en Europe, aux Amériques ...

Aujourd'hui, à l'heure des agrocarburants (qualifié, à tort, de „bio-carburant“, des OGM et des brevets sur le vivant, ... le concept est plus que jamais d'actualité car outre la qualité des produits, le projet présente des intérêts pour l'environnement et la cohésion sociale.

Si le système de départ basé sur la proximité reste de mise, les objectifs varient et se déclinent suivant les caractéristiques locales. „Think globally, act locally“, c'est bien de cela qu'il s'agit car si l'agriculture a ses spécificités au nord et au sud, il est une autre réalité: l'agriculture n'a plus comme première et universelle vocation vitale la fonction nourricière. L'agriculture est un secteur économique comme les autres qui peut être délocalisé au grès des exigences de l'économie. Qu'en Europe, du bétail soit

nourri au soja brésilien ne pose de problèmes à personne.

Nous sommes tellement habitués à ce type de fonctionnement que, même si nous trouvons absurde qu'une tomate parcourt parfois des milliers de kilomètres avant d'arriver dans notre assiette, ceci ne nous empêche pas de la manger (sans appétit parce qu'il faut bien avouer que les kilomètres ne sont pas synonyme de goût). Evidemment au Luxembourg il est difficile de faire autrement, malgré quelques initiatives locales, l'offre en produit biologique d'origine régionale reste insuffisante compte tenu de la demande.

Et pourtant, l'exemple des AMAP démontre que l'on peut faire autrement en se basant sur quelques grands principes: agriculture biologique, production locale, dimension sociale, partage des risques et des bénéfices entre consommateur et producteur. Ce que l'on pourrait résumer par cette formule: „J'ai la responsabilité de te nourrir sainement, tu as la responsabilité de me faire vivre dignement“. Les AMAP ne sont pas la panacée universelle, mais peut-être un premier pas vers une agriculture

citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire.

Suivant les expériences décrites par les acteurs lors du colloque (présentations de 14 témoignages de différents pays), le système a permis la création et la pérennisation de nombreux emplois notamment en facilitant l'accès à la propriété par la valorisation des dimensions collectives et solidaires de la terre et de sa gestion (et des possibilités de mise en place d'un fond global d'accès à la terre).

Le dernier jour du colloque était consacré au dialogue politique et une des thématiques portait sur „la relance de l'agriculture de proximité et des ceintures vertes autour des villes et le rôle des politiques publiques locales“ qui montre bien que c'est un débat qui nous concerne tous, urbains comme ruraux.

Le point commun de tous les témoignages était avant tout la mise en exergue du facteur humain, le fait de retrouver sa place dans la société et de pouvoir transmettre un savoir, un patrimoine vivant qui serait autrement condamné à l'oubli. Mais la dimension économique n'était pas oubliée car de nombreuses ex-

ploitations traditionnelles existantes ont été sauvées de la faillite par la constitution d'une AMAP. Economique et solidaire, donc ...

L'initiative de création d'une AMAP vient soit d'un groupe de citoyens, soit d'un producteur. Pour illustrer la démarche, prenons l'exemple du Canada et des ASC (Agriculture soutenue par la communauté) qui fonctionnent suivant les mêmes principes. Le système est basé sur un partenariat de récolte qui relie des citoyens et citoyennes à des fermes biologiques locales (maraîchage ou élevage). Les fermes proposent un engagement pour toute une saison aux citoyens et ces derniers s'engagent à payer à l'avance leur approvisionnement (partage des risques et des bénéfices liés à l'agriculture).

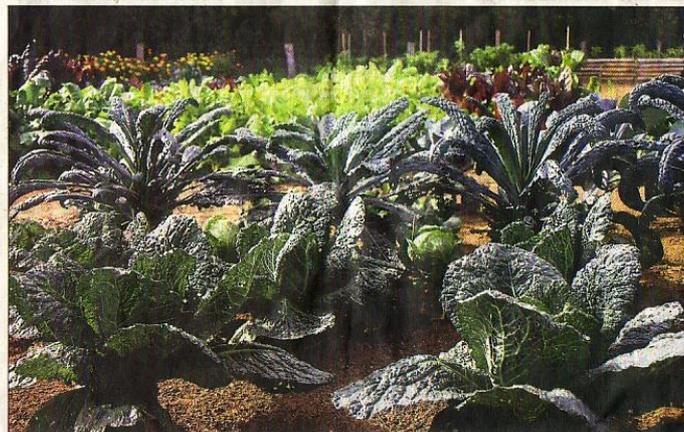
Cette formule „gagnant-gagnant“ offre du côté des citoyens le privilège du lien direct avec l'agriculteur, l'accès à des légumes fraîchement cueillis et écologiques, un rôle comme acteur important dans le développement de l'agriculture biologique et locale. Les producteurs ont le soutien d'un groupe de citoyens engagés, la garantie d'un revenu tôt en saison et la possibilité de planifier d'avance la production et les récoltes.

De plus en plus souvent, la question de l'agroalimentaire est sous le feu de l'actualité, essentiellement sous l'angle de crises sanitaires ou économiques. Ce ne sont que des signes avant-coureurs de ce qui nous attend demain. Dans la course incessante à la productivité nous avons la prétention d'oublier un patrimoine transmis de génération en génération. N'est-il pas de notre responsabilité de maintenir et de recréer les espaces nourriciers de demain pour les générations à venir?

Des initiatives existent, à nous de les faire vivre et/ou de les initier à commencer dans nos actes de consommation au quotidien.

→ Nicolas Brootcorne est collaborateur de l'Objectif Plein Emploi

* L'appellation varie suivant les pays: AMAP en France, les CSA dans les pays anglo-saxons, les ASC au Québec, les Teikoku au Japon, les Reciproco au Portugal ou les Food Teams en Belgique



Le chou existe encore dans nos jardins, il ne se trouve pas qu'en sachet dans le rayon surgelés de nos supermarchés

Neue Ökonomie (13)

Neue Ideen, neue Dienste

In der folgenden Zeit wurden die Aktivitäten der „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) immer mehr von der Entwicklung innerhalb der nationalen Politik beeinflusst. So im Jahr 1998 – das Gesetz über die Pflegeversicherung stand vor seiner Verwirklichung –, als die Verantwortlichen von OGB-L, ASJ, Croix-Rouge und den vier Süd-Spitälern (Differdingen, Esch/Alzette, Düdelingen und Steinfort) sich zusammenfanden, um – im Rahmen dieses Gesetzes – ein neues Projekt auszuarbeiten.



Dieses Projekt „Helfer fir d'Biergerin an de Bierger asbl.“ sollte den Pflegebedürftigen eine ganze Anzahl von Diensten anbieten und ihnen so zu einem menschenwürdigen Dasein verhelfen. So sollte sich das Projekt nicht nur auf die medizinische Versorgung begrenzen, sondern den Pflegebedürftigen auch ermöglichen, zu Hause zu leben und ihnen hierzu jede mögliche Hilfe zukommen zu lassen.

Ein solches Projekt – davon waren die Initiatoren überzeugt – passte nicht nur ausgezeichnet in die Philosophie der Solidarwirtschaft, sondern auch in ihre Vorstellung von einer lokalen Entwicklung, die eine Verbesserung der Lebensqualität und die Schaffung von Arbeitsplätzen vorsah.

Es wurden Kontakte zu den offiziellen Instanzen aufgenommen und, um die Arbeiten konkret aufnehmen zu können, wurde ein „Centre d'initiative et de gestion sectoriel dépendance“ gegründet, um das für die Leitung benötigte Personal einstellen zu können. Die für die Pflegebedürftigen vorgesehenen Dienste wurden hauptsächlich von den Mitarbeitern der Croix-Rouge verrichtet. Das Projekt erhielt die Bezeichnung HELP.

Aber auch ein anderes Projekt nahm immer mehr seine neue Form an, es war das Projekt „Objectif Plein Emploi“ (OPE). Bisher war es das „Comité intercommunal pour le développement et l'emploi“ (CID), mit Beratung durch die ASJ, welches mit der täglichen Aufsicht über die lokalen Projekte befasst war. Aber sowohl Zuständigkeits- wie auch Koordinierungsprobleme zwischen den beiden Vereinigungen trugen nicht dazu bei, die Identität dieses rasch wachsenden Projekts zu schärfen.

Nach ausgiebigen Diskussionen wurde beschlossen, dass eine einzige Organisation sämtliche Forschungs-, Verwaltungs- und Formationsaufgaben übernehmen sollte – und zwar das „Objectif Plein Emploi“ (OPE). Gründungsmitglieder des OPE waren die ASJ asbl., OGB-L Plein Emploi asbl., Coopérative Kobold und die Central du LAV. 1998 wurden 205 Mitarbeiter beschäftigt.

Nic Eickmann

→ wird fortgesetzt

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen de l'économie solidaire (Inees)

Ecossolles à Nantes

La place de l'Économie solidaire

INEES est intervenu lors des Journées d'études des Ecossolles, les 21 et 22 juin à Nantes, consacrées à la place de l'économie sociale et solidaire dans le développement des territoires.



Eric Lavillunière

Eric Lavillunière a témoigné sur les services de proximité fournis par les organisations d'économie solidaire en expliquant pourquoi et comment celles-ci répondent mieux aux besoins des populations, et notamment des plus démunies, et ce qu'elles portent sur le plan des valeurs démocratiques entre marché et solidarité.

Deux belles expériences présentées à Nantes:

Le temps pour toit qui propose à des jeunes, salariés ou étudiants, d'être hébergés, à Nantes et dans les environs, chez des personnes âgées, seules ou isolées, en échange d'une présence et de quelques services qui rendent le quotidien de chacun plus agréable.

Le temps pour toit met en relation, établit un contrat, et accompagne les binômes pendant la durée de l'échange. Solidarité inter-générationnelle et volonté d'échange sont les valeurs auxquelles se réfèrent les adhérents de l'association.

www.letempspourtait.fr/

Ça se visite

une initiative originale de tourisme différent, qui permet de découvrir les quartiers populaires de Paris et sa proche banlieue, à travers ses habitants et par ses habitants qui révèlent les multiples facettes de leurs quartiers tels qu'ils sont aujourd'hui: vivants, contrastés, avec leurs ressources et leurs fragilités.

www.ca-se-visite.fr

Lors d'une séance plénière Romain Biever a présenté le système luxembourgeois et celui d'Objectif Plein Emploi en particulier. Il a insisté sur la qualité d'une politique qui gagnerait encore à évoluer d'une logique de "traitement social du chômage pour les publics en difficulté" à une approche de développement des activités d'économie solidaire.

Sa présentation a intéressé les représentants des communes de



Romain Binsfeld

Rome, Paris et Montréal, qui ont également parlé de leurs expériences, et tout particulièrement au Québec qui conduit à grande échelle des politiques de "développement économique communautaire".

INEES a promis d'organiser en automne 2007 une délégation, si possible avec des élus et des fonctionnaires, pour aller s'imprégner de ces pratiques et rencontrer nos homologues canadiens.

Conférence mondiale du Ciriec

„Consolider des communautés“

Le Ciriec (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) est une organisation scientifique internationale non gouvernementale.

Ses objectifs sont d'assurer et de promouvoir la collecte d'informations, la recherche scientifique et la publication de travaux concernant les secteurs économiques et les activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif.

— l'action des pouvoirs publics dans les domaines économiques (politique économique, régulation ...)

— les services publics

— les entreprises publiques et mixtes aux niveaux national, régional et local

— économie sociale, coopératives, mutuelles et associations sans but lucratif.

— la participation des travailleurs

Cette conférence mondiale à Victoria (Colombie britannique, Canada), du 22 au 25 octobre 2007, s'intéresse aux divers champs de l'économie sociale et coopérative. Le thème général est, „Consolider et bâtir des communautés: L'économie sociale dans un monde en mouvement.“

Le travail s'organisera autour de quatre sous-thèmes:

— L'économie sociale et les communautés: une perspective internationale

— L'économie sociale face à la globalisation

— Économie sociale et gouvernance

— L'économie sociale et la reconfiguration de l'Etat

La date limite pour les inscriptions au tarif préférentiel de 300 Can\$ est le 31 juillet 2007.

Les statuts des entreprises solidaires en question

Coopératif, associatif ou autre?

En Italie, les coopératives sociales sont nées du fait que les activités économiques que les promoteurs souhaitaient créer n'entraient mal dans le cadre du statut associatif. Les coopératives sociales ont un statut d'entreprise; elles favorisent la participation et ne sont pas taxées sur les profits non distribués. La loi votée en 1991 stipule que les „coopératives sociales“ interviennent „dans l'intérêt général de la communauté et pour l'intégration sociale des citoyens“.

Pour la première fois les coopératives peuvent avoir des membres volontaires, sans toutefois que leur nombre excède la moitié de l'ensemble des autres membres: travailleurs, consommateurs et personnes morales, parmi lesquelles peuvent figurer des pouvoirs publics.

Il existe deux types de coopératives sociales: les coopératives de type A de services (sociaux, de santé, d'éducation) et de type B d'intégration (insertion de travailleurs handicapés ou défavorisés). Spectaculaire dans ses résultats puisqu'elle génère 300.000 créations d'emplois dans la dé-

cadence 1990, la référence italienne a servi de modèle pour d'autres pays.

Ainsi en Espagne, trois lois régionales prévoient des coopératives à vocation sociale: en 1983 la Catalogne vote une loi sur les coopératives mixtes d'intégration sociale, en 1985 c'est la région de Valence qui en adopte une et l'Euskadi en 1993; au niveau national une loi de 1999 introduit les coopératives d'initiative sociale pouvant gérer des services d'intérêt collectif ou des services sociaux publics.

Les coopératives de solidarité sociale sont reconnues au Portugal par une loi de 1996 précisée en 1998, elles sont destinées à soutenir des groupes „vulnérables“ (enfants, personnes âgées ou handicapées ...) et des familles et communautés défavorisées, les membres effectifs bénéficiaires des services y sont distingués des membres volontaires apporteurs de biens ou services non rémunérés. En 1999 est mis au point un statut de coopérative sociale à responsabilité limitée.

En France la loi sur la société coopérative d'intérêt collectif est

adoptée en 2001. Elles fondent leur dynamique sur le multisociétariat au sein duquel est garantie une égalité juridique entre parties prenantes.

La notion d'entreprise sociale opère une étonnante percée des deux côtés de l'Atlantique. Elle s'amorce aux Etats-Unis avec un accent entrepreneurial puisqu'il s'agit dans de grandes universités (d'abord la Harvard Business School avec la „Social Enterprise Initiative“ lancée en 1993, puis Columbia, Yale, ...) de montrer que l'initiative et la prise de risques ne sont pas réservées à des entreprises lucratives.

Elle se poursuit au Royaume-Uni où le gouvernement lance en 2002 une „Coalition for Social Enterprise“ et une „Social Enterprise Unit“ pour soutenir ces entreprises dont le nombre est estimé à 5.300 avant de créer en 2005 le statut de „community interest company“.

Notons qu'au Luxembourg l'objectif Plein Emploi refléchi, dans le cadre d'un financement européen, à de nouveaux statuts adaptés à la réalité des entreprises solidaires.

Journées d'ouverture de l'Université populaire et citoyenne de Paris

Il existe une „autre économie“

INEES est également intervenu les 25 et 26 juin lors des Journées d'ouverture de l'Université populaire et citoyenne de Paris organisées par le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) qui lancent un cycle de rencontres sur l'autre économie. Ce colloque international était consacré aux „Innovations socio-économiques“.

plinaire, l'université populaire et citoyenne de Paris – CNAM, se donne pour objet la connaissance de cette autre économie par un cycle de rencontres en 2007-2008.

Cette autre économie fondée sur les solidarités, qui cohabite avec l'économie de marché et l'économie publique, se manifeste en particulier par une multitude

analysées à travers le seul prisme utilitariste. La première journée a ainsi été consacrée à l'examen d'expériences qui reconfigurent les rapports entre économie et solidarité dans les associations, coopératives et entreprises sociales.

— Au niveau théorique, par la prise en compte de conceptualisations qui admettent l'étude de



Le CNAM une vénérable institution parisienne dédiée à la formation tout au long de la vie depuis sa fondation par Henri Grégoire en 1794

L'économie de marché cohabite avec une économie publique et aussi des prestations effectuées sur le registre de la réciprocité et de l'égalité.

Il existe ainsi une „autre économie“ fondée sur les solidarités. A travers une approche pluridisci-

plinaires socio-économiques.

Ce colloque les a abordés à deux niveaux:

— Au niveau pratique, par la prise en compte de toutes les formes d'entreprises et de logiques économiques qui ne peuvent être

toutes les formes d'agir économique et des cadres institutionnels dans lesquels elles s'exercent. La seconde journée était dédiée à l'apport de Karl Polanyi qui est un auteur majeur pour une nouvelle approche des rapports entre économie et société.

Eine neue Form der **Gemeinwirtschaft**

Kampf gegen die Arbeitslosigkeit

Kampf gegen die Arbeitslosigkeit? Nun, man könnte es auch als Kampf für Vollbeschäftigung nennen, auch wenn dieses Ziel, aus der heutigen Sicht, etwas fast Unerreichbares ist. Denn trotz steigender Wachstumsraten in den europäischen Staaten steigt die Zahl der Arbeitslosen ebenfalls weiter an und alle von der Politik vorgenommenen Maßnahmen bringen keine wesentliche Änderung. Weltweit sind fast 30 Prozent der aktiven Weltbevölkerung arbeitslos oder unterbeschäftigt, 120 Mio sind offiziell arbeitslos und 700 Mio sind unterbeschäftigt.

Weil unsere Gesellschaft um den zentralen Wert der Arbeit herumgebaut ist, fällt der Arbeitslose aus ihr heraus und riskiert da-

zials Dimension der Globalisierung als ein sehr vielseitiger Begriff eingeführt wurde, weil die Globalisierung eine fortschreitende Vernetzung von Volkswirtschaften und Gesellschaften ermöglichen soll.

Für John Kenneth Galbraith – einer der berühmtesten Wirtschaftswissenschaftler der Welt – dagegen ist Globalisierung ein Begriff, in welchem der Markt und Wettbewerbsgedanke zu einem „Wahn“ mit „Realitätsverlust“ degeneriert. Aber lassen wir es vorläufig bei diesen kurzen Bemerkungen.

In einem Wettbewerbssystem wie dem unseren, liegt die Hauptverantwortung für die Schaffung von Arbeitsplätzen in der Wirtschaft selbst. Wobei der Staat aber nicht nur zu schauen darf, sondern jene Rahmenbedingungen schaffen muss, die Initiative und Investitionen fördern.

Deshalb entstanden bereits in den achtziger Jahren in Europa im Zuge steigender Arbeitslosigkeit und wachsender Armut zahlreiche gemeinwirtschaftliche Unternehmen mit neuartigen Zielsetzungen. Ob zur Bekämpfung sozialer Ausgrenzung oder als Innovations-träger stellten diese Unternehmen vielfach eine Antwort auf neue Erfordernisse dar, die die staatlichen Behörden und Gebietskörperschaften nicht mehr angemessen erfüllen konnten. Da die öffentliche Hand in diesem Bereich teilweise versagte und der Sozialstaat angesichts der wirtschaftsliberalen Attacken zunehmend den Rückzug antrat, entstand ein Freiraum, in dem sich allmählich eine neue Form der Gemeinwirtschaft entwickelte, die unter dem Namen Solidarwirtschaft bekannt wurde.

Nic Eickmann

entstand ein Freiraum, in dem sich allmählich eine neue Form der Gemeinwirtschaft entwickelte, die unter dem Namen Solidarwirtschaft bekannt wurde.

Nic Eickmann

→ wird fortgesetzt



Foto: INEES

Nic Eickmann

bei alles zu verlieren: Schutz, Identität, Sinn.

Auslöser dieser misslichen Situation ist die so genannte „Globalisierung“. Ein Begriff, welcher von der von der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) eingesetzten Weltkommission zur so-

Nic Eickmann, Präsident der ASJ

Ein ferverter Verfechter der Solidarwirtschaft



Foto: Tageblatt-Archiv

Auch in Luxemburg ist die Solidarwirtschaft eine Realität geworden. Der OPE-Sitz in Schifflingen.

Als député-maire Nic Eickmann im Jahre 1993 nicht mehr für das Bürgermeisteramt der Stadt Differdingen kandidierte, habe ich ihn gefragt, ob er nicht Lust hätte, sich in der „Action sociale pour jeunes“ zu engagieren. Wir hätten noch vieles vor und würden uns freuen, auf seine Erfahrung und Kompetenz zählen zu können.

Zu dieser Zeit reifte ein Konzept in unseren Köpfen, welches ein solidarwirtschaftliches System für Luxemburg vorsah.

Anfangs skeptisch, die Solidarwirtschaft war wahrhaftig noch eine Utopie, ließ er sich dann doch recht schnell von der Machbarkeit überzeugen. Dies vor allem weil die Strategie zur Umsetzung auf den lokalen Verantwortlichkeiten, sprich den Gemeinden, aufbaute. Ein Terrain,

das er wie kein anderer kannte.

Unter seinem Impuls als Präsident der ASJ (1994 bis 2000), wurde dann, Schritt für Schritt, die Utopie Solidarwirtschaft in die Tat umgesetzt.

1994 stellte er den Kontakt zum OGB-L her. Die Gewerkschaft wollte ebenso in die Offensive gehen und neue Wege in der Arbeitsmarktpolitik beschreiten.

Aus dieser Kooperation entstand das „Objectif Plein Emploi“.

Mit den Jahren ist das Projekt „eine Solidarwirtschaft für Luxemburg“ zu einer nicht mehr wegzudenkenden Praxis in Luxemburg geworden. Die lokalen CIGL sind ein wichtiger Bestandteil der Versorgung der Bevölkerung mit neuen Dienstleistungen und neuer Arbeit geworden.

Die Regierung hat die Solidarwirtschaft als „dritten ökonomischen Pfeiler“ anerkannt.

Doch noch ist „Solidarwirtschaft“ ein nicht leicht verständlicher Begriff. So komplex unsere Wirtschafts- und Gesellschaftspolitischen Systeme sind, so komplex ist auch das Konstrukt der Solidarwirtschaft.

Nun sind rund fünfzehn Jahre vergangen und wir haben Nic Eickmann, heute Ehrenpräsident der ASJ, gebeten, ein bisschen Licht in die Theorie zu bringen. Er hat gerne zugesagt und wird in einer Reihe von Artikeln versuchen, Hintergründe zu beleuchten und das Gesamtkonzept Solidarwirtschaft verständlich zu machen.

Romain Biever*

→ * Der Autor ist Präsident des INEES

L'Institut européen de l'Economie solidaire

L'INEES sur plusieurs fronts européens en cette rentrée

Les 20 et 21 septembre nous nous rendons à Lisbonne pour une rencontre du réseau européen Euclid des managers du tiers secteur à la Fondation Calouste Gulbenkian. Nous débatrons du futur du réseau et de l'avenir de l'Europe et de la contribution que peut apporter le tiers secteur et l'économie solidaire à la modernisation et la compétitivité de l'économie dans le respect des objectifs de la stratégie de Lisbonne.

Dans cette conférence de haut niveau, nul doute que nous aborderons le rapport commandé par Gordon Brown (premier ministre anglais) qui s'est engagé à soutenir un ambitieux plan de développement du tiers secteur défini comme étant une composante vitale du Royaume-Uni pour sa contribution à la société, l'économie et l'environnement. La participation au débat public, le renforcement des communautés locales, la transformation des services publics, l'encouragement au

développement des entreprises sociales et la construction des partenariats sont abordés comme autant de volet de politiques publiques de soutien à ce secteur.

Nous aurons l'occasion d'y revenir dans ces colonnes et peut être d'interpeller le gouvernement du Grand-Duché qui a mis (pour le moment) en sourdine ses promesses de „promotion d'un 3^e pilier économique“ alors que se profile l'organisation du 1^{er} grand forum européen de „globalisation de la solidarité“ à l'horizon 2009 au Luxembourg.

INEES participera également à un séminaire de travail à Varsovie en Pologne dans le cadre d'un programme avec les Nations Unies, l'Union européenne et le gouvernement polonais les 27 et 28 septembre prochains.

Deux grandes thématiques y seront abordées:

– La mesure de l'impact social et économique des politiques en faveur de l'économie solidaire,

– La stratégie des politiques de développement des territoires.

Il existe de nombreux acteurs polonais de développement local qui ont participé à des programmes stimulant le développement de l'économie sociale et solidaire et la construction de partenariats comme une réponse alternative à l'économie libérale. Mais par contre l'élaboration des outils à utiliser reste empirique.

Aussi lors de ce séminaire des experts provenant du Royaume-Uni, de Suède, de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg et évidemment de Pologne vont confronter leurs expériences, leur savoir-faire et construire un langage commun. Cet événement est organisé par le programme polonaise du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) à travers un des projets „Equal“ (programme européen) polonais qui travaille sur „l'économie sociale polonaise“. Les ministères du Travail et du Dé-

veloppement régional sont impliqués dans la planification et l'organisation de cette session, qui pourrait s'avérer être essentielle dans la mise œuvre de programmes basés sur le „capital humain“ pour la période 2007-2013.

Créer une expertise européenne

Ce séminaire se déroulera en petit comité d'une vingtaine de personnes dans le but de fournir un travail opérationnel. Quelques outils sont d'ores et déjà présélectionnés et feront l'objet d'une présentation: le SROI (Social Return on Investment), l'agenda 21, le TSR (Territoire socialement responsable), les critères d'évaluation de qualité de vie, le développement communautaire et l'économie solidaire.

Ces sujets seront abordés aux niveaux macro, mezzo et micro-économiques avec la ferme inten-

tion de créer une expertise européenne utile aux acteurs et aux autorités locales et gouvernementales nationales.

Enfin les 18 et 19 octobre nous témoignerons lors des journées internationales de l'économie solidaire à Lille et „Objectif Plein Emploi“ présentera des expériences luxembourgeoises et participera à la rédaction d'une Charte d'engagement pour l'économie solidaire.

Notons qu'INEES se fait souvent l'ambassadeur des bonnes pratiques luxembourgeoises et développe une expertise reconnue au niveau européen.

A l'heure où le Grand-Duché est en train de définir ses pôles de recherche d'excellence pour la décennie à venir, on a comme une petite impression de ne pas être considérés à notre juste valeur par les édiles de ce pays... mais cela peut encore changer!

Pour INEES
Eric Lavillunière

L'économie solidaire est belle, conviviale et attirante

Le „Chapitô“ à Lisbonne - plus qu'un restaurant

„Le plaisir de faire plaisir aux autres“ c'est ce qui anime Teresa Ricou, la fondatrice de Chapitô, un restaurant à la fois espace culturel, école et entreprise sociale qui a élu domicile, il y a maintenant 25 ans, dans une ancienne prison de femmes, à la „Costa do Castelo“ (quartier du château), au pied des escaliers de São Crispim, au cœur de Lisbonne, autant dire dans ce qui est devenu un des plus pittoresques quartiers populaires de Lisbonne qui a su aussi bien garder des familles de la haute bourgeoisie traditionnelle qu'attirer des intellectuels.

Si le Chapitô a développé son projet dans ce quartier populaire, c'est dans l'objectif de travailler avec une population déshéritée, des jeunes rejetés de partout (ceux dont personne ne veut) car si les utilisateurs du Chapitô peuvent se situer dans toutes les classes sociales, il était important pour les promoteurs d'inscrire cette expérience dans son véritable contexte social local, à même d'investir le milieu du spectacle et de l'animation.

Cette expérience originale qui s'est montée autour d'une école de cirque est unique en Europe. L'objectif? Amuser les gens pour lutter contre une société complètement injuste, bourrée de contradictions et pour œuvrer à

est urgent de prévenir et de ne pas laisser tomber ceux qui pourraient se retrouver „au bord de la route“ et en pâtir.

Au Chapitô, autour de l'école professionnelle des arts et des métiers du cirque, on travaille également dans le champ de l'animation urbaine, croisant culturel, éducatif et social pour prévenir, lutter contre toutes les exclusions.

Européenne convaincue, la directrice de Chapitô multiplie les projets communs au niveau européen et est membre de la Fedec, la Fédération européenne d'écoles de cirque. Circulation des artistes et des idées, échanges entre professionnels hors des frontières nationales, activités des réseaux culturels européens, forums interculturels, nouvelles formations, nouveaux métiers... des paroles, porteuses des diversités humaines, qui résonnent avec celles des acteurs de l'économie solidaire.

L'art contre l'exclusion

„Chapitô est une organisation non gouvernementale pour le développement local et culturel qui affirme avec passion sa vocation cosmopolite.

Sa force est dans le mélange des cultures et des différentes ethnies, dans le renouvellement des langages et de la communication, dans la solidarité. Convaincus

pression artistiques sont déterminantes. L'association est reconnue officiellement comme compagnie artistique, ce qui lui permet de recevoir une aide de l'État et elle est également aidée pour son activité de solidarité sociale.

Au cœur de l'animation urbaine

Le Chapitô reçoit en moyenne cinq cents usagers par jour (réguliers et occasionnels) et emploie près de 120 personnes dans différents secteurs.

Un ensemble apparemment hétérogène d'initiatives et d'activités part de ce projet intégré: l'animation urbaine, la formation professionnelle dans le domaine des arts et métiers du spectacle, l'intervention socio-éducative auprès des jeunes en difficulté et l'engagement progressif dans un réseau de contacts avec d'autres agents culturels au Portugal et ailleurs.

De façon plus pragmatique, le Chapitô se compose d'un studio audiovisuel, d'un chapiteau de cirque, d'un espace de loisirs pour les enfants, d'un bar/bibliothèque et d'un restaurant. Cela constitue le côté rentable du projet.

Une interdépendance féconde ne cesse de s'établir, dont le secret se trouve peut-être quelque part entre l'attrait universel du cirque, la composante artistique et féminine du projet, et l'ouverture permanente aux apports provenant d'horizons culturels les plus divers. L'enthousiasme et la promotion des sub-cultures et des cultures minoritaires, c'est la solidarité constamment renouvelée.

Rendre visible le monde du travail

Le partage des lieux, la proximité des échanges quotidiens entre le monde de l'école et l'espace d'animation permet aux apprentis, jeunes et moins jeunes, non seulement d'utiliser l'équipement disponible et d'accompagner de près ses productions et événements culturels, mais aussi d'affronter un premier public, tout en participant aux programmes d'animation en cours. Ce sont des échanges continus entre étudiants, artistes, professeurs, animateurs, jeunes en difficulté, chercheurs, employés, visiteurs habitués ou de passage, portugais et étrangers. Ils font partie de la magie du lieu, à la fois domestique et cosmopolite.

Cette expérience est en contact avec des espagnols, des français, des belges, des allemands, des da-

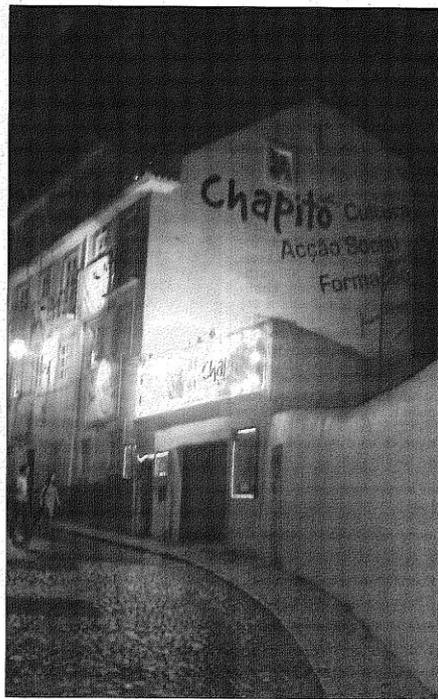


Photo: INEES

L'entrée de Chapitô

nois, des italiens, des anglais et bien sûr des portugais sur les questions du pluralisme culturel, de l'art, de l'éducation et de l'identité culturelle. Elle a été présentée au Conseil de l'Europe comme „projet pilote“, intégré, professionnel, social et culturel, dans un espace ouvert à tout le public.

La fondatrice est aussi un peu porte-drapeau de la femme, artiste, militante, de toutes les femmes et de la culture au Portugal qui est encore trop élitiste. Elle s'active pour que la culture sorte dans la rue. Certes, la Révolution des ceilets est encore proche et il faut du temps pour que les choses se mettent en marche, mais les mentalités évoluent.

Pour un tourisme durable

Cet endroit est d'une extrême beauté et dégage une atmosphère inoubliable la nuit tombante avec

le soleil qui se couche sur la baie. On trouve son adresse dans tous les bons guides touristiques et tant qu'à choisir un restaurant ou un bon spectacle... autant mettre son argent dans une entreprise qui a du sens!

„Le cirque est une école permanente. Le spectacle n'a ni début, ni fin, il est toujours insatisfaisant, donc stimulant pour ce qu'on retient de la sensibilité et pour ce que la pensée, subrepticement, voudra élaborer à partir de cette expérience.“ (João dos Santos, écrivain portugais)

→ Avec le concours de la Lettre Culture & Proximité n°5

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen de l'économie solidaire (INEES) info@inees.org



Rencontre avec Sofia Lourenço l'attachée de presse de Chapitô. A gauche, Yves Piron chargé de direction communication et Europe de l'OPE, et Eric Lavillunière

une société différente, plus attentive aux droits de l'homme, plus dynamique, plus animée, et plus gaie. Ici on ne veut pas savoir qui est en souffrance, on veut surtout que l'on prenne conscience qu'il

que le futur des démocraties les plus directes et participatives (en Europe et dans le monde entier) passe surtout par l'intervention socioculturelle et socio-éducative et que les différentes formes d'ex-

Neue Ökonomie

Die zaghaften Anfänge der „Action sociale pour jeunes“

Solidarwirtschaft, im Wortsinn „neue Ökonomie“ knüpfte in mancher Hinsicht an den traditionellen Kampf der Arbeiterbewegung gegen die Armut an. Beschäftigungsgesellschaften bemühten sich um die Wiedereingliederung von Arbeitslosen, Trägervereine stellten hilfsbedürftige Personen ein und übernahmen Aufgaben, die der erwerbswirtschaftliche Sektor von vornherein nicht mehr wahrnahm, kleine Genossenschaften organisierten Nachbarschaftshilfe wie Renovierungsarbeiten sowie Haushaltshilfen.

Auch in unserem Land wurde man sich des Problems Arbeitslosigkeit bewusst, einer Arbeitslosigkeit, von der besonders Jugendliche betroffen waren, weil in einem Moment 25 Prozent der Arbeitssuchenden Jugendliche waren.

Vor über 20 Jahren setzte sich eine Reihe von Privatpersonen zusammen, um zu untersuchen, ob es keine Möglichkeit gäbe, auch in unserem Lande Hilfe in dieser Hinsicht - wenn auch in beschränktem Maße - zu leisten.

Im Jahre 1984 gründeten sie die „Action sociale pour jeunes

(ASJ)“ und waren sich der Komplexität ihres Vorhabens voll und ganz bewusst. Denn man hatte sich vorgenommen zu versuchen, jugendlichen Arbeitslosen zu einer Beschäftigung zu verhelfen und sie wieder in den Arbeitsmarkt zu integrieren.

Die Gründer der ASJ kontaktierten daraufhin das Familienministerium, welches sich bereit erklärte, den Posten eines Begleiters für die jugendlichen Arbeitslosen zu finanzieren. Außerdem stellte die Verwaltung für Öffentliche Bauten der ASJ ein zu renovierendes Gebäude in Eich zur

Verfügung, in welchem sie ihre ersten Projekte, Wohnungen und Büroräume, verwirklichen konnten.

Mit der Renovierung dieses Gebäudes konnten die ersten jugendlichen Arbeitslosen beschäftigt werden, die als Entgelt ein „Taschengeld“ von 100 Franken pro Tag erhielten. Die finanzielle Situation der ASJ ließ es nicht zu, noch mehr Jugendliche zu beschäftigen, so dass man sich nach weiteren Beschäftigungsmöglichkeiten umsehen musste.

Nach mehreren Unterredungen mit der Straßenbauverwaltung

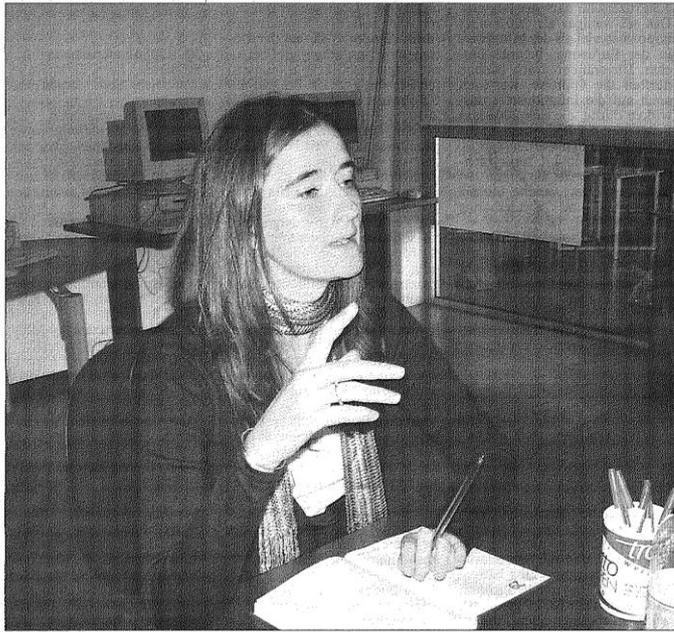
konnte ein Abkommen unterschrieben werden, das es ermöglichte, jugendliche Arbeitslose innerhalb der Arbeitsgruppen dieser Verwaltung auf den Autobahnen zu beschäftigen. Mit dem Anlegen eines Teiches und der Gestaltung der Fläche um das Gebäude der Arbeiterkammer in Remich wurde ein erster Auftrag im Umweltbereich verwirklicht.

Dies war 1986 und der Personalbestand der ASJ betrug 8 Personen.

Nick Eickmann

(wird fortgesetzt)

Un travail conçu sur mesure



Patrizia Bussi - coordinatrice du réseau ENSIE

L'Institut européen de l'économie solidaire (INEES) martèle ce message depuis de nombreuses années: l'économie solidaire n'est pas un secteur social. C'est une manière de faire de l'activité économique autrement pour améliorer la qualité de vie des habitants tout en créant de l'emploi et de la cohésion sociale, un pilier du développement durable donc.

Malheureusement, les politiques publiques de soutien à l'économie solidaire ne reconnaissent que la dimension „inclusion sociale“ des activités développées, alors que c'est bien de développement économique communautaire dont il est question. Ainsi nous pensons que, pour la modernisation de notre économie, il faudrait passer de la logique „inclusion/publics en difficultés“ à la logique „création d'emplois/activités d'économie solidaire“.

Pour autant au niveau européen il existe aujourd'hui une réalité d'entreprises solidaires et d'entreprises sociales d'insertion qui sont des acteurs majeurs de la cohésion sociale et de la compétitivité économique. Souvent considérées comme de simples acteurs sociaux, leur capacité à créer du lien social et de l'emploi, en mobilisant des ressources publiques (subventions), privées (ventes de produits et services) et non-marchandes (bénévoles), crée pourtant de la richesse dans les territoires. Les acteurs francophones (Belgique, France, Luxembourg, Martinique, Québec et Suisse) de l'insertion par l'activité économique réunis à Bruxelles du 2 au 5 octobre dernier ont réaffirmé avec force qu'il est temps de faire une évaluation sérieuse de leurs apports.

C'est ce qu'INEES a proposé de faire concernant ce secteur au Grand-Duché qui a une réalité souvent enviable à l'extérieur du pays, justement à travers ce qu'elle porte d'innovations socia-

les et économiques (et l'important débat autour du projet de loi 5144 pour le retour au plein emploi). Alors chiche?

Les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires en Europe²

Face à une économie qui paraît poursuivre le seul objectif de compétitivité, en soutenant la maximisation du profit et la déstabilisation de l'être humain, les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires continuent à promouvoir leur projet social d'insertion socioprofessionnelle des personnes exclues du marché du travail et marginalisées cumulant des handicaps sociaux et professionnels. Elles développent également des activités de produits et services pour répondre à des besoins non-satisfaits ni par le marché, ni par les services publics, pour améliorer la qualité de vie des habitants dans les territoires.

Conscientes de leur grand projet social et, en même temps, de possibles défis économiques, les entreprises sociales d'insertion sont toujours convaincues de l'importance d'entreprendre autrement. Les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires sont des entreprises à part entière, productrices de biens et/ou de services divers et variés, mais qui sont en même temps des entreprises créatrices d'emploi. Pour rémunérer l'ensemble de leurs activités, les entreprises d'insertion et les entreprises solidaires doivent donc mobiliser deux catégories de clients:

- la catégorie des clients qui achète leur production de biens et/ou de services
 - la catégorie des clients (auto-réels) publics qui achète leur service d'insertion et/ou création des postes de travail
 - ces deux catégories réunies pour solvabiliser un service qu'on ne pourrait pas vendre au prix du marché à des publics-cibles.
- Ce qui revient à considérer que les financements mobilisés au

profit d'une entreprise de ce type interviennent comme une rémunération d'un service rendu et non comme une modalité particulière du contrat aidé ou de subventionnement d'une activité qui ferait de la concurrence déloyale.

Les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires offrent des emplois justes et non sélectifs, offrent de bonnes conditions de travail, respectent la législation, encouragent la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise, créent des liens de solidarité avec d'autres personnes exclues et marginalisées de la société et sont des laboratoires d'idées nouvelles de production, de niches d'activités et de gestion de l'entreprise.

L'insertion socioprofessionnelle, promue par les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires, se traduit en résultats positifs pour tous: le travail est conçu sur mesure pour la personne, qu'elle soit considérée en difficulté ou non, qui acquiert stabilité personnelle et se sent partie prenante de son projet de travail. La communauté voit diminuer le taux de chômage et augmenter sa productivité structurelle et son efficacité.

Les entreprises sociales d'insertion et les entreprises solidaires produisent économiquement, individuellement, socialement sur le territoire où elles sont implantées. Autrement dit, elles produisent une double richesse qui bénéficie au territoire et à la collectivité: celle de leur activité économique et celle de la création d'emplois parce que contribuer à produire de la cohésion sociale c'est produire de la richesse qui a un impact économique objectif.

>>1 Terme générique employé au niveau européen
2 Texte contextualisé directement tiré du manifeste ENSIE (European Network for Social Integration Enterprises asbl.) - cf. www.ensie.org

Neue Projekte der „Action sociale pour jeunes“

Die ASJ stellte sehr schnell fest, dass für ihr allgemeines Funktionieren und die Betreuung der Beschäftigten zusätzliche Finanzmittel benötigt würden. Die momentane Struktur war 1987 an die Grenze des Machbaren gestossen, um jugendliche Arbeitslose zu beschäftigen. So musste sich nach neuen Projekten umgesehen werden. Ein erster Kontakt mit dem „Onofhängege Gewerkschaftsbund“ Lëtzebuerg (OGB-L) erbrachte die Möglichkeit, einen zweiten Betreuer-Posten zu finanzieren.

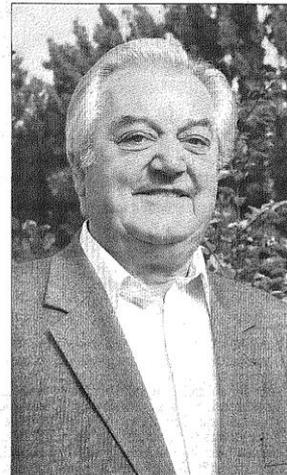
In dieser Zeit wurden von der Europäischen Kommission erste Initiativen ergriffen zur Schaffung von spezifischen Programmen sozio-ökonomischer Art, die dann auch von ihr finanziert wurden. Das brachte die ASJ dazu, sich am europäischen „Programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adulte et professionnelle“ (Petra) zu beteiligen, wo sie in einem Zweijahresprogramm mit der Gruppe „Astrhalor“ aus der Lozère (Frankreich) partnerschaftlich zusammenarbeiten konnte.

Bei „Astrhalor“ handelte es sich um ein Unternehmen, welches sich mit der Ausbildung von Jugendlichen beschäftigte. Innerhalb der Zusammenarbeit mit der ASJ konnten Ausbildungen im handwerklichen Bereich vorgenommen werden, so z.B. in der Lederbearbeitung, was zu einem Austausch der Auszubildenden zwischen Luxemburg und der Lozère führte.

Der ASJ ermöglichte dies die Einrichtung eines Ateliers für Lederbearbeitung und die Schaffung der „Coopérative Kobold“, welche den Verkauf der hergestellten Lederarbeiten ermöglichte. Hinzu kam, etwas später, der Verkauf von Pferdeäpfeln in Form von Dünger, der an Private

nach Hause geliefert wurde und in den großen Supermärkten zum Verkauf angeboten wurde.

Ein weiteres Unternehmen der ASJ war dann die Ausarbeitung eines multifunktionalen Projektes: Dem Kulturministerium wurde vorgeschlagen, die Bestgenmühle in Schifflingen zu renovieren und hier ein Zentrum sozialer, kultureller, ökonomischer und ökologischer Aspekte zu schaffen, das außerdem Projekte im Bereich des Tourismus möglich machen sollte.



Nic Eickmann

Das Projekt wurde angenommen. Das Ministerium war verantwortlich für die Finanzierung und die Renovierung der Mühle, welche dann der ASJ zur Verfügung gestellt wurde. Die Suche nach weiteren Projekten drängte sich auf, doch darüber in nächster Zeit mehr.

Halten wir nur noch fest: Im Jahre 1987 beschäftigte die ASJ 20 Mitarbeiter. Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Solidarwirtschaftliche Arbeitsplätze

Der ökonomische Wert

Am Donnerstag, 18.10, findet ab 16.30 Uhr in Rümelingen die siebte Konferenz der ehrenamtlichen Mitarbeiter des Netzwerkes OPE statt. Im Mittelpunkt steht dieses Jahr die Diskussion um die wirtschaftlichen Auswirkungen der Aktivitäten des Netzwerkes. Eine Ausstellung wird Einblick in die Vielfältigkeit dieser Tätigkeiten gewähren. Teilnehmer dieser Konferenz werden u.a. Minister Biltgen und Ministerin Jacobs sowie Vertreter vom Wirtschaftsministerium, Stateg und der Privatwirtschaft sein. Gastredner wird Peter Lloyd aus Großbritannien, Direktor bei Ecotec, sein. Ecotec ist spezialisiert auf die Beratung bei der Entwicklung und Durchführung lokaler Projekte.

Mit Peter Lloyd kommt ein international anerkannter Spezialist im Bereich der lokalen ökonomischen Entwicklung nach Luxemburg. Dank seiner langjährigen Tätigkeit in und um den europäischen Kontinent ist er bestens positioniert, die bestehen-

den sozial- und solidarwirtschaftlichen Systeme zu beurteilen und auf ihre Stärken und Schwächen hin zu prüfen. Den politisch motivierten Ausbau des dritten Sektors in Großbritannien beobachtet er mit kritischen Augen, die eingeführten Neuerungen gehen ihm nicht weit genug und haben seiner Meinung nach unter ihrem sozialen Anstrich einen allzu liberalen Ansatz.

Die Entwicklung von OPE begleitet er seit Jahren. Auch wenn er den Ambitionen des Netzwerkes generell positiv gegenübersteht und sie bereits des Öfteren im Ausland als Best-practice-Beispiel zitiert hat, hat er doch seine Kritikfähigkeit nicht verloren. Man darf also auf einen spannenden Vortrag und eine rege Diskussion gespannt sein.

-> Interessenten können sich bis zum 15. Oktober unter der E-Mail: conference-nationale@ope.lu zur Konferenz anmelden.

Des lieux dédiés à l'accompagnement des porteurs de projets de création d'activités

Les pôles d'économie solidaire

C'est une démarche de développement local participatif qui vise à mobiliser toutes les ressources locales pour faire émerger des projets collectifs citoyens et aider ces porteurs de projet à aller jusqu'au bout de leur démarche (création d'entreprises, projets associatifs...). Ces pôles sont des lieux dédiés à l'accueil et à l'accompagnement des porteurs de projets de création d'activités.

Une structure d'aide à la création d'entreprises de plus? Ces pôles se différencient de la multitude des acteurs de la création d'activités existants, par leur méthodologie d'accompagnement centré sur la personne et non sur le projet. Le rôle du pôle est avant tout d'aiguiller le porteur de projet dans la réflexion de son projet, et notamment de l'intégration de celui-ci à un niveau plus global, dans le parcours de vie de la personne.

Des projets dédiés à l'économie solidaire?

Les projets accompagnés peuvent relever du champ de l'économie solidaire (services à la personne, objet social lié à l'écologie, le commerce équitable...) ou de l'économie classique, mais les porteurs de projets s'engagent sur une démarche partenariale et collective dans l'accompagnement de leur projet.

Cela demande des savoir-faire particuliers?

On utilise une méthodologie centrée dans la pratique par un travail partenarial autour du projet mené tant par le porteur de projet et les permanents salariés du pôle, qu'avec le concours des bénévoles et personnes ressources du pôle, mais également avec les autres porteurs de projet. L'objectif n'est pas de déposséder le porteur de projet de son initiative, mais bien de lui faire profiter des effets de synergie présents au sein de ce pôle.



Mathias Touzet et Sébastien Kanarek, d'AGIR Lorraine et futurs animateurs du pôle d'économie solidaire de Brie et Longwy

Quel est le parcours d'un porteur de projet?

Il est tout d'abord accueilli par un bénévole de la structure. Le fonctionnement du pôle lui est expliqué afin qu'il puisse décider ou non de s'engager dans ce type de démarche. L'accompagnement peut ensuite se mettre en place. Des temps de travail en face à face sont prévus avec un technicien du pôle. Ponctuellement, en fonction des compétences nécessaires, des bénévoles ou des personnes ressources du pôle peuvent également intervenir sur ces entretiens. Mais la force des accompagnements menés sur les pôles repose également sur les temps collectifs proposés.

En effet, régulièrement, les porteurs de projets sont invités à se

rencontrer au sein du pôle. Ces collectifs, animés par des membres du pôle (salariés ou bénévoles), sont l'occasion pour les futurs créateurs, d'échanger sur les difficultés liées à la mise en œuvre des projets et d'élargir leurs réseaux. Ils sont l'occasion d'échanges informels mais souvent fructueux tant pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans le parcours vers la création, que pour éviter le principal problème du créateur d'activité: l'isolement.

C'est en effet bien souvent le manque de recul sur sa propre activité et le renfermement sur soi qui peut être fatal à la jeune entreprise. Le travail du pôle permet, entre autres, de limiter cet état de fait puisque des collectifs

réguliers sont également ouverts aux créateurs déjà installés.

Donc, en fait les pôles sont des lieux d'échanges où on développe une nouvelle manière d'entreprendre ensemble?

Oui et nous guidons nos actions sur des valeurs telles que:

- la solidarité,
 - le droit à l'initiative pour tous,
 - l'individu au centre des préoccupations,
 - la démocratie,
 - l'humanisme et le partage
- que nous nous appliquons à nous-mêmes. Nous soutenons que la réalisation de la personne passe dans un projet personnel de vie et pas forcément dans la recherche du profit immédiat à tous prix.

Un réseau national

Osaca

Un réseau national s'est constitué en France pour échanger les bonnes pratiques des Osaca.

Osaca: ce sigle désigne les Organismes solidaires d'accompagnement à la création d'activités. Ce concept est né en 2005 et regroupe les structures se reconnaissant dans les critères suivants: accueillir et accompagner des personnes qui souhaitent créer leur activité en privilégiant l'accompagnement centré sur la personne; développer le lien social, la réciprocité et la coopération sur les territoires; gérer de manière participative la structure en associant au minimum des bénévoles et des usagers.

Durant la 1^{re} rencontre nationale de ce réseau qui s'est déroulée en 2005, il a été question de définir des valeurs communes servant de cadre au réseau, ainsi que d'affirmer les différences de pratiques d'accompagnement de chacune des structures présentes avec celles situées sur leurs territoires respectifs.

Les 21 et 22 septembre 2007 a eu lieu à Dijon la 2^e rencontre. Le programme a porté notamment sur la définition des spécificités de chacun dans l'accompagnement qu'il propose aux porteurs de projets reçus, ainsi que sur la façon de mettre cette spécificité au service du réseau. Le groupe a également travaillé sur l'identification des problématiques rencontrées dans le suivi proposé aux créateurs installés ayant été suivis pendant la phase de réflexion du projet. Les soucis soulevés sont surtout d'apporter davantage de contenu aux temps de suivi, afin que la participation y soit maximale, de créer un véritable sentiment d'appartenance à un réseau chez les créateurs, de trouver des financements pour avoir plus de temps pour assurer ce suivi. Enfin, il apparaît que l'on retrouve souvent chez le créateur un manque de motivation à être accompagné une fois son activité démarrée qui peut être dû à un manque de temps à consacrer à ces démarches.

Bientôt un projet dans la Grande Région?

Plusieurs pôles d'économie solidaire existent déjà sur le territoire français, et un projet similaire est actuellement porté sur le nord de la Meurthe et Moselle par l'association AGIR Lorraine, basée sur le bassin de Brie. La proximité de ce secteur avec les frontières belge et luxembourgeoise permet d'envisager une réflexion sur la création d'un pôle similaire, mais à un niveau transfrontalier.

Neue Ökonomie (4)

Die Projekte der „Action sociale pour jeunes“

In unserer vorigen Ausgabe hatten wir erwähnt, dass sich die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) in den Jahren 1987/88 nach neuen Projekten für die Beschäftigung von jugendlichen Arbeitslosen umsehen musste.

In dieser Hinsicht war die ASJ bereit, sich einem Projekt der „Austausch-Besuche“ anzuschließen, welches von einem neuen europäischen Netz, genannt European Group for Local Employment Initiatives (EGLÉI), organisiert wurde. Dieses Netz umfasste ungefähr 150 Organisationen und Instanzen der Europäischen Union und war der Initiator für den Aufbau von Lokal-Initiativen für Beschäftigung, welche von der Europäischen Kommission anerkannt wurden.

Für die ASJ war die Beteiligung an diesem Netz bestimmend, weil sie sich erstmalig mit dem Begriff der lokalen Entwicklung für Beschäftigungsmöglichkeiten befassen musste.

Im Rahmen der Zusammenarbeit innerhalb des „Programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adulte et professionnelle“ (Petra) und der Mitwirkung luxemburgischer Handwerker und solchen aus Lozère

(Frankreich) entstand die Zusammenarbeit mit der Nauwieser EV aus Saarbrücken (Deutschland), die zu zahlreichen Austausch-Besuchen und Ausbildungsmöglichkeiten führte.

Die Zusammenarbeit mit dem „Centre national de promotion des arts et métiers d'art“ ermöglichte es der ASJ, in der Brillstraße in Esch/Alzette ein kleines Geschäftslokal zu eröffnen, in welchem die handwerklich hergestellten Artikel aus Keramik, Leder, Holz und Schmuck verkauft wurden. Während mehrerer Jahre war ein Stand auf der jährlichen Schueberfouer ein zweiter Verkaufsort für die Handwerker.

Ab 1989 wurde eine regelmäßige Zusammenarbeit mit dem „Centre pénitentiaire“ in Givenich vorgenommen, zwecks Ausbildung und Beschäftigung von Sträflingen oder Ex-Sträflingen. In diesem Jahr wurde dann von der ASJ ebenfalls versucht, finanzielle Hilfen von der Europäischen Kommission zu erhalten, dies mit dem Zweck, Beschäftigung und Ausbildung jugendlicher Arbeitslose zu fördern.

Im Jahr 1988 betrug der Personalbestand der ASJ 25 Beschäftigte, im Jahr 1989 waren es bereits 37.

Nic Eickmann



Einer der Väter der Solidawirtschaft in Luxemburg: Nic Eickmann

France

Les structures

Les pôles d'économie solidaire de Dijon et Châlons-sur-Saône en région Bourgogne, Agir Lorraine pour le nord-Meurthe-et-mosellan, le Centre de ressources, d'échanges et de développement d'initiatives solidaires de la région Centre, le Pôle d'économie solidaire d'Audincourt ainsi que la Caisse solidaire en Franche-Comté, Cap Berriat de Rhône-Alpes, le Pôle d'initiatives locales d'économie solidaire de Pont-Audemer en Haute-Normandie, l'Agence provinciale pour une économie alternative et solidaire de Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Maison de l'initiative économique locale en Ile-de-France.

Deux jours de **débat** à Lille

Le droit à „entreprendre autrement“



Photo Inees

Les Journées internationales de l'économie solidaire ont réuni plus de 150 personnes

„En 2009, allons tous au Luxembourg pour affirmer l'importance de l'économie sociale et solidaire dans le Monde.“ Ce fut le leitmotiv de deux jours de débats qui ont réuni plus de 150 personnes, dont de nombreux élus en charge de l'économie solidaire, lors des Journées internationales de l'économie solidaire organisées par le RTES¹ en partenariat avec Inees et le Ripess² à Lille les 18 et 19 octobre derniers.

Christiane Bouchart, élue à Lille et présidente du RTES a ouvert ces journées en rappelant combien à l'heure de la globalisation il est important de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) qui crée des emplois non délocalisables et apportant des services précieux au bénéfice des habitants.

Abdou Salam Fall du Ripess rappelait de son côté que l'ESS développe des initiatives partout dans le monde et permet de sortir des schémas classiques de l'aide humanitaire pour donner les capacités aux peuples de développer des activités économiques, avec le commerce équitable et des activités d'auto-subsistance, qui leur assurent un meilleur avenir.

Beaucoup de témoignages comme celui d'Angus de Chris-

tian Yaccarini du Québec qui a monté une pépinière d'entreprises qui a créé plus de 2.000 emplois sur la friche industrielle d'un ancien site de construction de locomotives ou celui de Dante Pomponi, adjoint au maire de Rome qui soutient la „Città dell'Altra Economia“ (Cité de l'autre économie).

Tous voulaient démontrer que cette autre économie existe et que les pouvoirs publics ont une responsabilité pour élaborer des politiques publiques cohérentes de soutien.

Anne Ferreira, présidente de l'inter-groupe à l'économie sociale au Parlement européen, soulignait l'importance de faire reconnaître le droit à l'„entreprendre autrement“ parfois mis à mal par la Commission.

Henri Arevalo, élu à Ramonville près de Toulouse, soulignait combien diverses étaient les aspirations des peuples avec dans les pays dits développés une remise en cause grandissante de la société de consommation et dans les pays dits en développement une aspiration (légitime) à accéder à cette société de consommation dont on sait qu'elle met à court terme en péril la planète (réchauffement climatique, trous dans la couche d'ozone, guerres économiques ...).

Après les interventions de Gabriela Cavalcanti Cunha du se-

crétariat de l'économie solidaire du Brésil et de Ram Ouedraogo, ancien ministre et député du Burkina Faso, tous se donnaient rendez-vous à Lux'09 au Luxembourg qui grâce à Inees doit accueillir les 4^e rencontres internationales de „Globalisation de la Solidarité“ pour la 1^{re} fois en Europe, pour définir un avenir commun, partagé, soutenable et solidaire.

Eric Lavillunière d'Inees en profita pour marquer combien il était heureux de constater que cette conférence marquait le „coup d'envoi de Lux'09“ mais qu'il restait encore beaucoup de travail à faire au Grand-Duché pour convaincre le gouvernement de l'importance de cet événement qui, comme le faisait remarquer Marie-Thérèse Sannipoli, élue à Mondreange, représente une formidable opportunité de montrer une autre image de ce pays qui a beaucoup d'atouts pour devenir un vrai pôle d'excellence européen de l'économie solidaire ... pour peu qu'il s'en donne les moyens.

Mais cette opportunité sera-t-elle saisie?

→ ¹ Réseau des territoires de l'économie solidaire en France
² Réseau international de promotion de l'économie sociale solidaire basé à Dakar

Journées internationales de l'économie solidaire Déclaration de Lille (extraits)

„S'unir pour impulser dans les instances décisionnaires nationales, européennes et internationales des politiques publiques d'économie sociale et solidaire

Les Journées internationales de Lille s'articulent avec les Rencontres „Globalisation de la Solidarité“ RIPESS de Lima (1997), Québec (2001) et Dakar (2005). Elles préparent les Rencontres de Luxembourg „LUX'09“, événement européen majeur qui aura lieu en 2009.

Ils réaffirment leur volonté de poursuivre et de consolider les actions engagées depuis 1997 avec les réseaux d'acteurs, notamment:

- la reconnaissance de l'ESS comme mode de développement économique permettant:
 - la création d'activités et d'emplois de qualité et socialement utiles
 - un partage équitable et solidaire des ressources entre les territoires, les populations et les générations
 - le soutien à toutes les initiatives locales de l'économie sociale et solidaire construites de façon participative et démocratique avec les citoyens/nes, les porteurs de projets, les acteurs de l'accompagnement, les institutions et les élu/e/s
 - la poursuite des actions de communication, de formation, de recherche-action et de représentation auprès des institutions
 - la concertation et la coopération à l'échelle internationale
- Alors que les initiatives locales se multiplient et que la reconnaissance institutionnelle progresse, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille constatent que tous les objectifs fixés depuis 1997 ne sont pas atteints

La prégnance dans les institutions nationales, européennes et internationales du modèle économique dominant génère un accroissement des inégalités et une répartition injuste des richesses que les systèmes de redistribution n'arrivent pas à corriger. Dans ce contexte politique et économique, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille affirment leur volonté de se coordonner et de démultiplier leurs forces afin de peser à tous les niveaux sur les décisions politiques, économiques et financières. Réunis à Lille, les organisateurs et participants des Journées internationales de l'économie solidaire s'engagent à:

- exiger de leurs gouvernements nationaux la mise en place durable de ministères dédiés à l'économie sociale et solidaire et veiller à ce qu'ils développent de véritables politiques publiques en collaboration avec les réseaux
 - agir sur les institutions européennes et internationales (OMC, FMI...) afin qu'elles orientent leurs politiques vers un développement durable et solidaire et qu'elles reconsidèrent les indicateurs de richesse
 - inciter les partenaires politiques, économiques et sociaux à s'approprier les problématiques de l'économie sociale et solidaire, et à en soutenir les actions dans leurs organisations et auprès de toutes les instances décisionnaires
- Il y a dix ans, était signée la déclaration de Lima. Il y a six ans était affirmé „Résister et construire“ à Québec. Il y a deux ans était proclamé „Renforcer le pouvoir d'agir des peuples“ à Dakar. Les Rencontres de 2009 au Luxembourg seront l'occasion de mesurer les progrès accomplis et de réaffirmer nos volontés.

Nous appelons l'ensemble de l'économie sociale et solidaire à se mobiliser pour participer massivement à ces rencontres et montrer qu'elles s'affirment comme un grand mouvement international, à la hauteur des espoirs de paix, de développement économique, social et démocratique dont elle est porteuse.

(Lille, les 18 et 19 octobre 2007)

Neue Ökonomie (5)

Petra-Programm: Ausbildung und Austauschbesuche

Ab 1990 beteiligte sich die ASJ (Action Sociale pour Jeunes) ein zweites Mal an Petra (Programme d'action pour la formation professionnelle et la préparation des jeunes à la vie adulte et professionnelle), und zwar für weitere vier Jahre.

Die Aktivität blieb die gleiche: Weiterentwicklung der Ausbildung und Austausch erfolgreicher Praktiken unter den beteiligten Organisationen. Der praktische Teil sah die Beschäftigung jugendlicher Arbeitsloser vor, die Ausbildung sowie Austausch-Besuche.

Der Austausch ermöglicht Jugendlichen beider Seiten, sich die kreativen kunsthandwerklichen Fähigkeiten der Nachbarländer zu eigen zu machen und damit

neue Horizonte zu erschließen.

Die Partnerorganisationen kamen aus Newcastle-upon-Tyne (England) und s'Hertogenbosch (Niederlande).

Mit der IG-LUX wurde eine Zusammenarbeit organisiert, um jugendliche Arbeitslose innerhalb des Projektes „Minetkomposit“ auszubilden und zu beschäftigen.

Mit Zunahme der Aktivitäten innerhalb der ASJ, ihrer Beteiligung auf europäischer Ebene und den daraus resultierenden Erfahrungen sahen die Verantwortlichen ein, dass die bisherigen Bemühungen nicht wirksam genug waren. Man wollte sich deshalb mehr auf die Quellen der Problematik konzentrieren, und zwar auf die Ausbildung und die Zu-



Nic Eickman

sammenarbeit mit den Gemeinden. Diese Vorhaben bildeten dann die vordergründige Aktivität und wurden so, im Laufe der Zeit, zur Hauptaktivität der ASJ. Wir werden später etwas genauer darauf zurückkommen.

Auch die Presse berichtete mehr und mehr über die Aktivitäten der ASJ und so konnte man z.B. am 6. Oktober 1990 im Télécran (Agnès Kralj) lesen:

„... Wer sich hilflos wendet an die ASJ, muss auf eine seriöse Vorbereitung gefasst sein und arbeitswillig sein.“

Nach einer gründlichen Vorbereitungsphase, in der die sozialen, technischen und kulturellen Fähigkeiten des Bewerbers unter die Lupe genommen und gefördert werden, wird er zu einem in-

ternen Praktikum in der gewählten Abteilung zugelassen und unter Zeitvertrag genommen. Nach mehrmonatiger Bewährung folgt ein Praktikum in einem Betrieb, dies jedoch weiterhin unter der Aufsicht der ASJ. Nach etwa 1-2 Jahren gilt die sozio-ökonomische und kulturelle Integration als gegeben und der Jugendliche wird als fähig erachtet, seine Geschicke selbst in die Hand zu nehmen. Dabei kann er sich jedoch auf die weitere Beratung durch die ASJ verlassen, wenn er dies wünscht ...“

Halten wir noch fest: Im Jahre 1990 beschäftigte die ASJ 44 Mitarbeiter.

Nic Eickman

→ (wird fortgesetzt)

Inees und OPE zu Besuch beim Basler „Netz soziale Ökonomie“

Von Bürgergeld und Freiwilligenarbeit

Auf Einladung des Basler „Netz soziale Ökonomie“ und dessen Initiator Isidor Wallimann war eine Delegation von Inees und „Objectif Plein Emploi“ während zwei Tagen zum Kennenlernen der Projekte des Netzwerkes und zum Informationstausch in der Schweiz.

Das „Netz soziale Ökonomie“ bindet eine Vielzahl von Projekten und Organisationen, die in diversen Feldern durch Bürgerengagement, in Selbsthilfegruppen oder auch mit Kooperativen, ein anderes Wirtschaften in Basel praktizieren.

Ein nicht zu unterschätzender Faktor, der den Zusammenhalt des Netzes nach innen, aber auch die Öffnung nach außen garantiert, ist die Alternativwährung „BonNetzBon“. Der BonNetzBon ist eine lokale Währung, eins zu eins konvertibel mit dem Schweizer Franken, welche bewirken soll, dass der lokale Wirtschaftskreislauf belebt wird. Das Projekt stützt sich auf folgende Grundsätze:

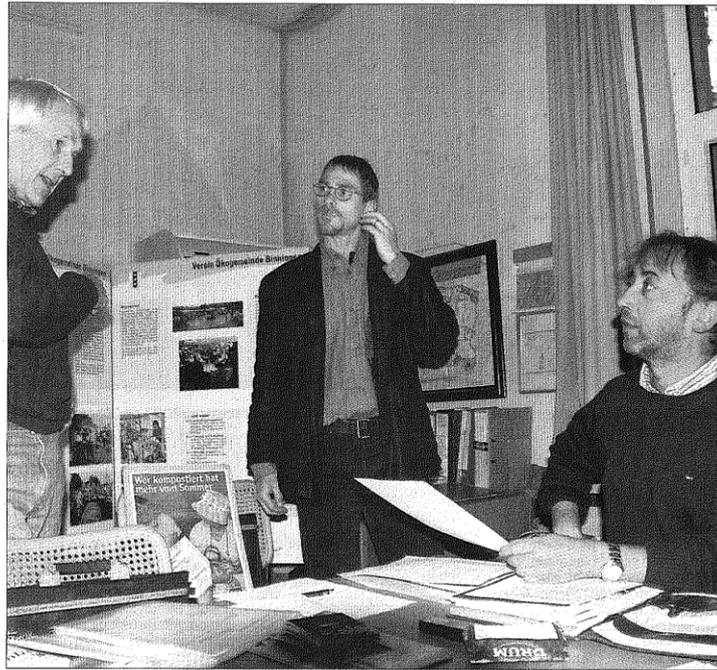
„Mit dem BNB werden sozial und ökologisch wirtschaftende Menschen, Vereinigungen, Geschäfte und Betriebe in Basel und Umgebung unterstützt und gefördert.“

Der BNB kann nicht in die gegenüber Mensch und Natur oft rücksichtslosen, globalisierten und spekulativen Märkte des Wirtschaftssystems abfließen. Er nimmt daher Rücksicht auf die Bedürfnisse der hiesigen Bevölkerung. Der BNB ist unser Beitrag, mit Mensch und Natur sorgfältig umzugehen und destruktiven Entwicklungen entgegenzuwirken.“

Spannend waren außerdem die sehr anregenden Diskussionen mit den Projektmitarbeitern vor Ort. Ausgehend von der Feststellung, dass die Schweiz wie auch Luxemburg zu den kleineren und reicheren Ländern zählen, dass hier wie dort die Wirtschaftsleistung vornehmlich durch den Finanzsektor erfolgt, dass aber auch die Probleme der Armut und der Arbeitslosigkeit qualitativ wie quantitativ ähnlich gelagert sind, wurde versucht herauszufinden, wie beide Netzwerke, das Netz soziale Ökonomie in Basel und OPE in Luxemburg, sich dieser Aufgaben annehmen.

Für ein ökonomisches Dreiecksverhältnis?

Wie so oft in unseren Ländern sind die Zielsetzungen und die Aktivitätsbereiche alternativer Unternehmen recht identisch. Es



Isidor Wallimann, Mitglied des Inees und der Genossenschaft „Netz soziale Ökonomie“, Daniel Egli von der Ökogemeinde Binningen und Inees-Präsident Romain Biever

geht um eine nachhaltige Form des Wirtschaftens, in der der Mensch im Mittelpunkt steht und nicht das Kapital. So waren die besuchten Projekte in Basel mit denen in Luxemburg, was ihre Aktivitäten anbelangt, absolut vergleichbar. Es sind lokal verankerte Projekte im Umweltbereich, in den Bereichen der Neuen Technologien (Internetcafés), des sanften Tourismus, der Kultur oder auch der neuen sozialen Dienstleistungen.

Wie so oft aber auch wurden die Diskussionen kontroverser, als es darum ging, die Wege und Mittel zum Erreichen dieses „anderen Wirtschaftens“ zu skizzieren.

Das Basler Netz beruht vornehmlich auf Selbsthilfeprojekten und Kooperativen, das Luxemburger Modell von OPE baut auf Vereinen (associations) auf.

Diskutiert wurde hier die Beschreibung eines Spannungsfeldes, das von beiden Akteuren bearbeitet wird und welches sich komplementär zu unserem aktuellen dualen System, auf der

einen Seite die staatliche Verteilungswirtschaft und auf der anderen die kapitalistisch organisierte Privatwirtschaft, aufbauen kann.

Einerseits stellte sich hier die Frage, ob die Kooperativen, in ihrer Eigenschaft als wirtschaftliche Unternehmen, diese Herausforderung aufnehmen können, da sie ja im Grunde Teil der Privatwirtschaft sind und so sehr schnell des unlauteren Wettbewerbs verdächtigt werden, wenn irgendwelche Transfergelder in die Kooperativen einfließen. Dies unabhängig vom Auftrag, den sie erfüllen wollen, sei er auch philanthropischer Natur.

Andererseits erschien der Verein schon als probates Instrument, um in diesem Spannungsfeld ein anderes Wirtschaften zu ermöglichen. Es wurde das „droit de s'associer“ als Grundrecht der Bürger hervorgehoben, auf welchem sich eine Demokratisierung der Wirtschaft noch am ehesten aufbauen lassen könnte.

Aber auch hier war man sich bewusst, dass noch eine Menge Klärungsbedarf besteht und etli-

che Fallen und Gefahren auf dieser Denkschiene lauern. In diesem Sinne wären, schematisch dargestellt, drei Rechtsbegriffe als zentrale Themen zu nennen, welche in ihrer Komplementarität oder aber in ihrer Gegensätzlichkeit einer gründlichen Analyse bedürfen: das Recht auf Vereinigung, das Recht auf Arbeit und das Recht auf Existenzsicherung.

Ist das Bürgergeld „transfairer“?

Das Recht auf Vereinigung würde, als erstes Prinzip, eine Basis darstellen dürfen, von der aus man das Postulat, „dass man kollektiv besser in der Lage ist, unsere Bedürfnisse zu befriedigen“, als gültig akzeptieren könnte.

Die beiden nächsten Rechte, Arbeit und Existenzsicherung, wären in diesem Kontext eher als Individualrechte anzusehen und fordern uns somit dazu auf, nach einer Vereinbarung mit dem ersten „kollektiven Prinzip“ zu suchen.

An diesem Punkt wurde wieder das „Spannungsfeld“ zwischen Volks- und Privatwirtschaft herangezogen, indem wir den heutigen Status quo, dass die kapitalistische Privatwirtschaft den Reichtum schafft und die Volkswirtschaft einen Teil davon verteilt, als Ausgangspunkt gelten ließen.

In Bezug auf das Recht auf Arbeit wäre in diesem Kontext die Frage zu stellen, ob es sich hier nicht ausschließlich um das Recht auf Lohn- oder Erwerbsarbeit handelt und somit von vorneherein das duale System an sich kompakt genug sein müsste, dieses Recht zu garantieren.

Definieren wir aber Arbeit generell, losgekoppelt von der Lohn- und Erwerbsarbeit, also eher als „freiwilligen Beitrag“ zur Befriedigung unserer Bedürfnisse, könnten wir das „Spannungsfeld des anderen Wirtschaftens“ als Lösungsvorschlag und Raum, wo dies geschehen kann, heranziehen.

Voraussetzung könnte dann das Recht auf Existenzsicherung, sprich Bürgergeld, sein. Nur muss man dann wissen, dass das Bürgergeld über Transferleistungen erfolgen wird und über den Umweg des Verteilens durch den Staat das kapitalistische privatwirtschaftliche System, welches den Reichtum erschafft, als einzig möglich existierendes legitimiert wäre. Dies käme einer Kapitulation gleich und würde die freiwillig geleistete Arbeit, die dann ja auch nur diesem Marktssystem dienlich wäre, als eine Art moderne Sklavenarbeit erscheinen lassen.

In diesem Sinne erscheint das Argument einer gewonnenen Freiheit durch die Möglichkeit eines freiwillig geleisteten „Arbeitsbeitrages“ mehr als dubios.

Die Möglichkeit, dass die neugewonnene „Freiheit“ viele Menschen in eine noch größere Abhängigkeit führt, ist somit real existierend. Die Schere zwischen Arm und Reich öffnet sich weiter und eine Spaltung der Gesellschaft ist unausweichlich.

Im Endeffekt wäre somit ein „abhängiges produktives Faktum“ geschaffen und die neoliberale Dominanz wäre total.

Auf jeden Fall waren sich die Teilnehmer an diesen Gesprächen einig, dass noch eine Menge Diskussionsstoff vorhanden ist und dass eine, wie immer auch geartete aktive Beteiligung eines jeden am gesellschaftlichen Wohlergehen ein vorrangiges Ziel ist und ein „anderes Wirtschaften“ im Sinne einer Solidarwirtschaft dem Einheitsdenken einer neoliberalen Ausgestaltung unserer Gesellschaft entgegen gesetzt werden muss.

Neue Ökonomie (6)

„Action sociale pour jeunes“ und die Solidarwirtschaft

Nic Eickmann

Durch ihre Mitarbeit innerhalb der EGLEI (European Group for Local Employment Initiatives) konnte die ASJ Kontakt zu der IAJ (Institut für Arbeitsmarktforschung und Jugendberufshilfe) aufnehmen, um neue Ausbildungsprogramme auszuarbeiten und zu organisieren.

Des Weiteren konnte man von den Erfahrungen der englischen und holländischen Partner Gebrauch machen, indem man die Resultate des Austauschs in die Ausbildungsprogramme einbau-

te. So waren die ersten Ausbildungs-Erfahrungen, zusammen mit der luxemburgischen Straßenbauverwaltung, ganz überzeugend, weil die Jugendlichen hier die Möglichkeit hatten, sich in die traditionellen Handwerken wie Mechanik, Schlosserei, Schreineri und Gärtnerei auszubilden.

Weil die Zahl der Mitarbeiter mit einem CAT (Contrat d'auxiliaire temporaire) ständig zunahm, wurden sie in zwei Abteilungen aufgeteilt: Eine wurde der Straßenbauverwaltung zugeordnet und die andere wurde mit ver-

schiedenen Arbeiten in den Gemeinden, bei der Bauverwaltung und dem Landwirtschaftsministerium befasst. Zusammenfassend und politisch gesehen nahm die so genannte „Solidarwirtschaft“ immer mehr Einfluss in die Überlegungen und Forschungen der ASJ.

Die Idee der „Solidarwirtschaft“ hatte ihren Ursprung in Frankreich, wo eine Diskussion von Forschern und Interessierten über den Unterschied zwischen einer fest eingepflanzten Sozialen Marktwirtschaft und der alternativen Zweckmäßigkeit einer

Solidarwirtschaft stattfand. Man war der Meinung, dass die solidarische und soziale Wirtschaft unerlässlich für das Wohlergehen der europäischen Gesellschaft sei. So wurde sie auch in der Lisbon-Strategie der EU festgehalten, die vorsieht, bis 2010 den dynamischsten und wettbewerbsfähigsten Wirtschaftsraum zu bilden, der eine dauerhafte wirtschaftliche Entwicklung, eine quantitative und qualitative Verbesserung der Beschäftigung sowie eine größere soziale Kohäsion bewirken soll.

Zu diesem Zeitpunkt repräsent-

ierte die Solidarwirtschaft 8% der europäischen Industrie. Mit ungefähr 9 Millionen Beschäftigten erfasste sie 7,9% der Lohnabhängigen und einen Großteil der Zivilgesellschaft: Es wird geschätzt, dass 25% der EU-Bevölkerung Anhänger der Solidarwirtschaft sind und dies sowohl als Produzenten, Konsumenten, Studenten oder Freiwillige.

Zum Abschluss noch eine Zahl: Im Jahr 1991 beschäftigte die „Action sociale pour jeunes“ 52 Mitarbeiter.

-> (Fortsetzung folgt)

Die Solidarwirtschaft befindet sich im Aufwind

Die Großregion steht zurzeit unter der Präsidentschaft der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und diese hat beschlossen, der Solidarwirtschaft einen Platz in der sozio-ökonomischen Entwicklung unserer Region einzuräumen.

Genauer gesagt hat der Vorsitz der Großregion diese Aufgabe dem Wirtschafts- und Sozialrat der Großregion übertragen und dieser hatte nun am 19. November ein erstes Forum zum Thema „Die Solidarwirtschaft in der Großregion“ in Eupen organisiert.

Rund 70 Teilnehmer von 47 Organisationen der Solidarwirtschaft aus dem Saarland, der Lorraine, aus Luxemburg, der „Région wallonne“, der „Communauté française de Belgique“ und aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens wohnten diesem Treffen bei. Vorrangiges Ziel war es, dass sich diese Organisationen kennenlernen sollen, dass der Grundstein für ein grenzübergreifendes Netzwerk gelegt wird und dass sich somit auch konkrete Projekte und Partnerschaften entwickeln lassen.

Der Solidarwirtschaft als wichtigem ökonomischem Faktor, im

Sinne einer generellen grenzüberschreitenden Kooperation und Entwicklung, eine bedeutende Rolle zuzugestehen, ist eine wichtige Etappe in der Arbeit des WSAGR. Dies weist darauf hin, dass an dieser Stelle erkannt wurde, dass die Solidarwirtschaft eine immer größere Rolle spielt bei der Bewältigung von Problemfeldern in unserer heutigen Gesellschaft und dass es in Zukunft bestimmt darauf ankommen wird, dieses „Andere Wirtschaften“ zu fördern.

Die Teilnehmer an diesem Forum waren sich prinzipiell einig, dass die Solidarwirtschaft vornehmlich auf die unbefriedigten Bedürfnisse in unserer Gesellschaft reagiert und somit eine Vielfalt von Aktivitäten ausführen kann, die zum Beispiel der Knappheit von Erwerbsarbeit, ebenso wie der Versorgung einer älter werdenden Bevölkerung, dem zivilen Bildungsbedürfnis oder auch einem ökologisch sinnvollen Umgang mit unserer Umwelt, entgegenkommen kann. Man konnte feststellen, dass grenzübergreifend der Konsens besteht, dass das Zusammenspiel von staatlicher Wirtschaftswirtschaft und privater Profitwirtschaft nicht mehr ausreicht, um allen Bürgern unserer



Abschließende Plenarsitzung in Anwesenheit von Bernd Gentges, Vize-Ministerpräsident der deutschsprachigen Gemeinschaft in Belgien



Diskussionsrunde mit (v.l.) Joël Grosjean (CRES Lorraine), Isabel Schlembach (Solidarwirtschaft, Betriebsnachfolge), Salvatore Vetro (Groupe Terre - Liège), Edouard Boumans (Präsident des CESGR)

Gesellschaft die Teilnahme am gesellschaftlichen Entwicklungsprozess zu garantieren.

Die Frage wurde gestellt, ob die Solidarwirtschaft als Teil der Repräsentation der Zivilgesellschaft anzusehen sei und inwieweit sie als solche ihren Platz in einem Wirtschafts- und Sozialrat habe.

Der Wirtschafts- und Sozialrat besteht zurzeit aus Vertretern der öffentlichen Macht, Vertretern der Privatwirtschaft und Vertretern der Gewerkschaften und hat die Rolle, die Politik in ihrer Entscheidungsfindung zu unterstützen. In diesem Zusammenhang geht es der Solidarwirtschaft ernsthaft darum, eine Diskussion um die Demokratisierung der Wirtschaft in Gang zu setzen, der Wirtschafts- und Sozialrat wäre eine gute Plattform für dieses Unterfangen, und sich somit auch als Sprecher für die Zivilgesellschaft miteinzubringen.

Eric Lavillunière, Direktionsbeauftragter des „Institut européen de l'Economie solidaire“, der auch als Experte beim WSAGR fungiert und dieses Forum leitete, hob in der Plenarsitzung des Forums hervor, dass Luxemburg als nächstes Land die Präsidentschaft der Großregion

ab Februar 2008 übernehmen wird und gab seiner Hoffnung Ausdruck, dass der WSAGR diese vielversprechende Arbeit auch unter luxemburgischer Führung weiterführen wird. Dies umso mehr, da das Koalitionsabkommen der Luxemburger Regierung vorsieht, dass unsere Gesellschaft einen dritten ökonomischen Pfeiler benötigt, der von der Solidarwirtschaft geleistet werden soll.

Zudem wurde auch das „Forum mondial de la solidarité“ besprochen, welches vom Inees im Jahre 2009 in Luxemburg organisiert wird und wo über 1.200 Teilnehmer aus aller Welt erwartet werden. Die Teilnehmer der Organisationen der Großregion sahen dieses Projekt als idealen Ansatz zur Dynamisierung der weiteren Zusammenarbeit und als feststehendes Element für den Aufbau eines überregionalen Netzwerkes der Solidarwirtschaft an.

Dieser Appell ging ebenso an den WSAGR für dessen Unterstützung, und die Vorstellung einer grenzüberschreitenden Gastgeberrolle für dieses Weltforum schien im Verlauf der Gespräche in den Bereich des Möglichen zu rücken.

Neue Ökonomie (7)

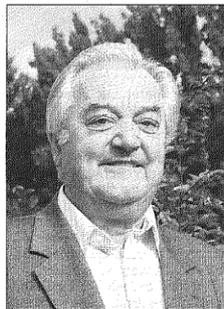
„Bestgen-Mühle“ und neue Projekte der „Action sociale pour jeunes“

Bereits 1987 war der „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) die sogenannte Bestgen-Mühle in Schiffingen zur Verfügung gestellt worden, wo man ein multifunktionelles Projekt verwirklichen wollte. Hier wurden, in einer ersten Phase, sozial schlecht gestellten Jugendlichen zwölf Zimmer zur Verfügung gestellt. Des Weiteren wurden Ausstellungen organisiert und die neu geschaffene Brasserie „Am Brill“ diente zu Zusammenkünften zwischen den Projektbeteiligten und den Einwohnern von Schiffingen und den Nachbargemeinden.

Die vom Kulturministerium zur Verfügung gestellten Finanzen waren bald erschöpft, und man

musste sich nach weiteren Finanzpartnern umsehen, auch um den restlichen Umbau der Bestgen-Mühle verwirklichen zu können. Im Laufe des Jahres konnten dann diesbezügliche Konventionen sowohl mit dem Wohnungsbauministerium als auch mit der Gemeindeverwaltung Schiffingen abgeschlossen werden.

Bei Studienreisen im Rahmen der „European Group for Local Employment Initiatives“ (EGLEI) nach Dänemark – welches über eine fortschrittliche Arbeitsmarkt-Politik verfügte – wurde die ASJ in ihren Bemühungen um Einbindung der Gemeinden in ihr Beschäftigungsprogramm bestärkt und es ge-



Nic Eickmann

lang, erste Programme mit den Gemeinden Bettemburg, Düdelingen, Schiffingen und Petingen auszuarbeiten.

So wurden jugendliche Arbeitslose in die technischen Betriebe der Gemeinden aufgenommen, wo sie, wie z.B. in der Gemeinde Bettemburg, einen Fitness-Parcours schaffen konnten. In ähnlicher Weise wurde ein Abkommen mit dem Ackerbauministerium abgeschlossen, was es ermöglichte, dass die jugendlichen Arbeitslosen, innerhalb der staatlichen Betriebe, mit dem Unterhalt von nationalen Industriezonen beschäftigt werden konnten.

Zwei weitere Projekte wurden unter Beteiligung der ASJ ausgeführt und verwirklicht. So das

Projekt „Jonction“, zusammen mit dem „Centre pénitentiaire Givenich“, dies innerhalb des „Groupement européen pour l'emploi des délinquants“, um jugendliche Gefängnisinsassen oder solche, die entlassen wurden, zu einer gesellschaftlichen Wiedereingliederung zu verhelpen. Außerdem beteiligte sich die ASJ innerhalb der europäischen Initiative „Horizon“, zusammen mit der Vereinigung „Jugend-an Drogenhölle“, an einem Programm zur Wiedereingliederung jugendlicher Drogenabhängiger in die Arbeitswelt. 1992 beschäftigte die ASJ 63 Mitarbeiter.

Nic Eickmann

-> Wird fortgesetzt

Un séminaire à Trento

Des initiatives éthiques et solidaires pour une société durablement inclusive?

Les 29 et 30 novembre un séminaire a été organisé à Trento (Italie) par la Division du développement de la cohésion sociale (DCS) du Conseil de l'Europe, en coopération avec l'Inter-réseau des initiatives solidaires, la Commission européenne et la Province autonome de Trento. Un représentant d'Inees et deux représentants d'Objectif plein emploi s'y sont rendus pour le Luxembourg.

Ces dernières années ont amené à la prise de consciences qu'un développement économique ne pouvait se faire au détriment d'une cohésion sociale forte, condition essentielle pour la sécurité démocratique, le développement durable mais aussi le bien-être de nos sociétés.

Outre le bien-être souvent mentionné, le séminaire s'est fixé comme principal objectif de: „Comprendre et démultiplier les complémentarités pour faire de l'économie solidaire un élément clé d'une société inclusive tant du point de vue des politiques publiques que des réseaux associatifs“.

Plusieurs axes de travail devaient permettre de poursuivre cet objectif suivant le programme des deux jours. L'intérêt du séminaire est de partager les expériences de chacun, les comparer, les améliorer et créer des synergies entre les différents acteurs.

Dans son introduction Gilda Farrel (du Conseil de l'Europe) cite Italo Calvino dans „La Cité invisible“: „Marco Polo, arrivant là, constate, très étonné, que du projet de faire le bonheur des habitants, résulte un amoncellement de déchets (environnementaux et humains)“. Elle constate que dans l'accomplissement personnel et le bien-être rien n'est dit sur nos choix de consommation. Il nous faut réintégrer ces choix dans nos fonctions sociales. Ce n'est pas simple... Comment passer de la liberté de choisir nos produits de consommation à la „liberté de donner un sens à nos choix“?

La première séquence est consacrée aux approches territoriales du bien-être.

Cette expérimentation se déroule en parallèle en France (Mulhouse et Paris), en Roumanie (Timisoara) et en Italie (Rovereto) avec les mêmes outils pro-



Photo: Nuria Del Rio/REAS Espagne

„Il n'y a pire forme d'aliénation que celle de ne pas exercer de responsabilité“, ont dit les citoyens de Mulhouse. De gauche à droite les différents coordinateurs des projets „bien-être“: Andrea Ferrandi (Trento), Muriel Rochut (Paris), la présidente de séance Anne-Elisabeth Reeb (élu de Mulhouse), Sébastien Houssin (Mulhouse), Maria Stoianov et Mihaela Vetan (Timisoara)

posant des indicateurs dans „la perspective d'une co-responsabilité du bien-être de tous“. Les démarches participatives qui, produisent des résultats très différents en matière de bien-être suivant les cultures, origines géographiques et territoriales testées, donnent une vision réaliste des attentes des citoyens et posent toute une série de questions. Quels sont les effets d'entraînement? Comment pérenniser ces processus dans la durée? Comment bien faire partager à tous ces démarches? Les gouvernements sont-ils convaincus du rôle des territoires ou recherchent-ils davantage la paix sociale en mettant le couvercle d'en haut?“ (Ce qui est tout autre chose que la cohésion sociale... qui vient d'en bas). Les citoyens sont-ils prêts à jouer le jeu? Et les entreprises?

Comment passer de la phase gratifiante de co-construction des analyses et des aspirations à celle, plus délicate, de la mise en œuvre de réponses. Comment s'assurer de pouvoir toucher les groupes, involontairement ou résolument exclus du jeu social ou hors d'attente? Que faire avec tout ce qui ne se dit pas? La souffrance, l'im-

pact du phénomène religieux en positif et en négatif? Du non dicible comme le racisme dont l'affichage est interdit par la loi, mais néanmoins présent? Et enfin comment sur base de ces résultats promouvoir la citoyenneté?

A noter: Inees devrait conduire un projet expérimental similaire dans plusieurs communes du Grand-Duché. Le Syvicol a d'ores-et-déjà apporté son soutien à cette action.

La deuxième séquence était consacrée au surendettement avec la présentation d'une initiative en Alsace pour tester un contrat social multipartite, dite Cresus, pour juguler ce fléau par une responsabilisation des acteurs. Avec là également beaucoup de questions.

Comment promouvoir la co-responsabilité quand banques et gouvernements sont eux-mêmes irresponsables? Comment rendre collectif un problème que l'on renvoie systématiquement seulement à la personne surendettée qui vit „une descente en enfer“ quand ça lui arrive? Comment transformer un système qui produit de l'exclusion? A la recherche d'issues, l'économie solidaire

est ici appelée en renfort, les Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) qui repensent les liens entre consommateurs et producteurs, la psychothérapie, les ateliers pour apprendre à faire des démarches, à se défendre.

L'après midi est consacré au commerce équitable et de proximité.

Le commerce équitable n'est pas l'apanage du commerce Nord-Sud. Il existe aussi de très intéressantes expériences de production locale. L'exemple des Amap où les consommateurs se transforment en „Consom'acteurs“ est des plus passionnantes. Le concept est parti du Japon dans les années 60 ou face à une agriculture en pleine industrialisation, des groupes de consommateurs s'organisent pour avoir des produits plus sains directement avec le producteur („Teikei“).

Depuis, les expériences se sont multipliées avec un succès grandissant (Suisse, USA, Canada, Europe...). Les Amap sont le fruit de l'organisation d'un partenariat de proximité (un contrat solidaire) entre un agriculteur et

un groupe de consommateurs (engagement éthique et financier). Ce système permet la responsabilisation et la prise de confiance des différents acteurs.

Ce dernier exemple, parmi tous ceux présentés, est certainement le plus explicite pour illustrer au mieux les objectifs du séminaire. Il démontre qu'en se mobilisant autour d'un objectif commun des groupes de citoyens peuvent inverser le processus de la consommation et de la surconsommation dans lequel, contraint et forcé nous nous trouvons. En témoigne cette période de fêtes de fin d'année et les nombreuses manifestations pour toujours plus de pouvoir d'achat „gagner plus pour consommer plus?“.

Effectivement, des solutions durables existent, et nous pouvons espérer que portées par le conseil de l'Europe, ces exemples serviront, non pas à dédouaner les pouvoirs publics de leur rôle en la matière mais de reconnaître, promouvoir et accompagner ces initiatives en veillant aussi à éviter que le commerce équitable ne devienne un commerce de l'équitable.

Nicolas Brootcorne

Neue Ökonomie (8)

Neue Ziele für die „Action sociale pour jeunes“

Die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) war in der Folgezeit immer mehr bestrebt, auf sich aufmerksam zu machen, und dies besonders auf nationalem politischem Gebiet. Neben der Zusammenarbeit mit der landwirtschaftlichen Kooperation Co-Labor strebte man die Zusammenarbeit mit anderen Gruppen an, welche auf dem sozio-ökonomischen Gebiet tätig waren. Das Ziel der „Entente des gestionnaires des services sociaux“ (EGSS) war es, erster Vertreter einer Bestrebung zu sein, welche aktive Arbeitsplatzsuche und soziale Beschäftigung in sich vereinte.

Es folgten weitere Aktivitäten im Jahre 1993: Die ASJ beteiligte sich an der Schaffung des PEP-Péitenger-Projekt, wo Umweltprobleme mit der Beschäftigung von

Jugendlichen kombiniert werden sollten. Hier wurde versucht, den Unterhaltsarbeiten von Grünflächen, welche von den „Ponts et chaussées“ getätigt wurden, einen Landschaftsgestalter-Charakter zu geben, was es ermöglichte, weitere Ausbildungsmöglichkeiten für Jugendliche zu gestalten.

Anschließend wurden Unterredungen mit dem Innenministerium aufgenommen, um die Genehmigung der Abmachungen mit den einzelnen Gemeinden zu erhalten. Was die Ausbildungsmöglichkeiten der ASJ ganz erheblich steigerte, war die Anerkennung der Handwerkerkammer, welche die ASJ als Ausbildungsorganisation für verschiedene Berufe, u.a. für Serigraphie und für Schreinerei, anerkannte.



Nic Eickmann

Was nun die Ausbildung im Zusammenhang mit den neuen Technologien betraf, wurden Arbeiten aufgenommen, um sich an dem neugegründeten europäischen Projekt „Force“ zu beteiligen. Dieses Projekt sah die Schaffung eines interaktiven Multimedia-Programms für Berufsorientierung vor, an dem sich sowohl „Télémac“, eine französische Organisation, als auch das Institut für Arbeitsmarktforschung und Jugendberufshilfe aus Deutschland beteiligten.

Das führte die ASJ zu ihrem Programm „Odyssee“. Innerhalb von „Odyssee“ wurde den Jugendlichen, ein Computerprogramm geboten, in welchem einzelne Szenarien angeboten wurden, innerhalb derer der Jugendliche eine Reihe von Fragen zu beant-

worten hatte. So wurde er z.B. über seine Familie, sein soziales Umfeld, seinen Wohnort, seine persönlichen Interessen und seine von ihm gewünschte Arbeit befragt.

Die Beteiligung der ASJ in so vielen Domänen und der Wunsch sich auf die Forschung, die lokale Entwicklung, die Ökologie, die neuen Technologien und die Berufsausbildung zu konzentrieren, verlangte eine wichtige strukturelle Reorganisation der „Action sociale pour jeunes“, aber das soll Thema einer nächsten Artikelfolge sein.

Halten wir nur noch fest: Zzu diesem Zeitpunkt beschäftigte die ASJ 75 Mitarbeiter.

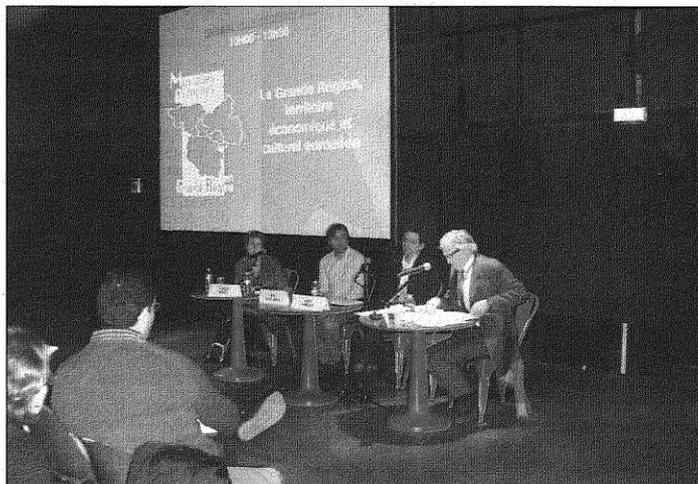
Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)

Un modèle économique pour la culture?

L'économie solidaire est-elle un modèle économique pour la culture? C'est une des questions qui étaient posées à l'occasion des rencontres professionnelles des musiques actuelles et populaires dans la Grande Région les 14 et 15 décembre derniers à L'Autre Canal à Nancy.

Le secteur des musiques actuelles est très dynamique et si certains acteurs fonctionnent en coopératives, la majorité a un statut associatif (en dehors des grosses structures commerciales bien sûr). Ces associations sont largement subventionnées et complètent le secteur marchand en assurant des activités qui n'ont pas (ou pas encore) leur place dans les lieux de création et de diffusion commerciales. En considérant que la culture n'est pas un secteur marchand comme les autres, de nombreuses activités ont des coûts qui ne peuvent être pris en charge par les bénéficiaires (spectateurs, pratiquants, ...). Ainsi c'est bien au nom de leur utilité sociale qu'elles sont subventionnées par les collectivités publiques pour faire vivre la création, l'expression artistique et l'accès aux pratiques culturelles. Des structures peuvent alors proposer des services à très bas



Shirley Harvey (Ufisc), Eric Lavillunière (Inees), Jean Vincent (avocat au barreau de Nanterre et spécialiste en propriété littéraire et artistique) et Jean-Michel Lucas (président de Trempolino à Nantes et maître de conférence à l'université de Rennes 2) lors de la table ronde sur culture et économie solidaire

prix ou gratuits dans les quartiers ou en milieu rural par exemple et contribuer à la cohésion sociale tout en créant de l'emploi et en mobilisant de nombreux bénévoles actifs dans les associations culturelles.

Ces structures ont aujourd'hui les mêmes réflexions que les acteurs de l'économie solidaire: sortir de la logique de subvention pure, pour réfléchir à leur poids économique et leurs apports à la richesse des économies nationales, mais également poser leur place spécifique qui échappe aux lois de l'économie de marché. Ainsi en 2005, l'Unesco a adopté une Convention sur le "protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles" que le Luxembourg a d'ailleurs ratifiée.

Ce texte érige la citoyenneté comme vecteur du "vivre ensemble" et incite à intensifier les

échanges culturels, vecteurs de paix et de cohésion sociale. On rejoint le débat très actuel sur la libéralisation des services pour remarquer que ces activités ont, comme les activités d'économie solidaire, une nature économique mais elles ne peuvent pas être traitées que sous l'angle commercial au vu de la dimension culturelle et sociale qu'elles revêtent. Des organisations comme l'Ufisc (Union fédérale d'intervention des structures culturelles) en France ont poussé la logique encore plus loin jusqu'à un manifeste pour une autre économie qui revendique la nécessité artistique et culturelle au même titre que la protection de la biodiversité pour le vivant.

C'est à l'échelle de la Grande Région que nous avons abordé ces questions avec l'année culturelle 2007 qui se clôturait pour constater que décidément ce

territoire est riche d'innovations et de réflexions portées par des acteurs qui souhaiteraient les poursuivre avec toute la reconnaissance nécessaire.

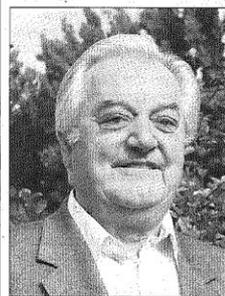
Le Grand-Duché va bientôt prendre la présidence du Conseil économique et social de la Grande Région et ces forces vivent sont prêtes à s'engager pour construire une société solidaire que la globalisation n'assure pas. Il est question ici d'investir dans les secteurs d'avenir et pas seulement de redistribution. De nouveaux modèles économiques sont à inventer.

En 2009, le Luxembourg accueillera les acteurs mondiaux de l'économie sociale et solidaire à l'occasion du 4^e Forum international de globalisation de la solidarité - Lux'09 mais saurons-nous véritablement nous montrer à la hauteur de la confiance que nous avons su susciter?

Ein wichtiges Jahr für die „Action sociale pour jeunes“

1994 war für die „Action sociale pour jeunes“ (ASJ), aus mehrfacher Sicht, ein wichtiges Jahr. Man war gleichzeitig in drei europäischen Programmen tätig, und zwar bei „Jonction“, ein Programm für die Wiedereingliederung jugendlicher Straftäter in das Arbeitsleben, das für zwei Jahre verlängert wurde. Dann im Projekt „Force“, in welchem die Entwicklung eines Multimedia-Programms für die Berufsausbildung vorgesehen war, dies ebenfalls mit der Partnerschaft der ASJ.

Im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 6 des „Fonds social européen“ (FSE), welcher die Förderung neuer Projekte vorsah, brachte die ASJ die Idee eines „Centre de formation mobi-



Nic Eickmann

le“ (CFM) vor, mit welcher die Entwicklung der Forschungsarbeiten der ASJ bestätigt werden sollte.

Die ASJ war in all ihren Bestrebungen äußerst motiviert. Ihre Überlegungen führten dazu, ein Konzept für die Schaffung lokaler Beschäftigungsorganisationen in ganz Luxemburg auszuarbeiten. Dieses Konzept erforderte eine bestimmte Strategie, um, im Gegenteil zu den bestehenden und aufgesplitteten lokalen Bemühungen, den Kampf gegen Ausschließung und Arbeitslosigkeit zu organisieren.

Ein erster Schritt, unter der Bezeichnung „Objectif Plein Emploi“ (OPE), sah die Aufnahme von Gesprächen mit den zuständigen Lokalpolitikern vor, mit dem Ziel, auf Landesebene eine Organisation eines „dritten Wirtschaftssektors“, genannt Solidarwirtschaft, zu schaffen.

Gleichzeitig wurden auch Gespräche mit der Gewerkschaft OGB-L aufgenommen, welche sich ebenfalls mit der sich ausweitenden Arbeitslosigkeit befasste. Aus diesen Gesprächen ergab sich eine spontane Partnerschaft für die Entwicklung der Idee eines „Objectif Plein Emploi“. Zu dieser Zeit war die Zusammenarbeit einer sozio-ökonomischen Vereinigung (ASJ) und einer Gewerkschaft (OGB-L) ein gewagtes Unternehmen.

Das Arbeits- und Beschäftigungsministerium verfolgte mit großem Interesse die ASJ-Studie „Objectif Plein Emploi“ und mit dem „Centre de formation mobile“ (CFM) wurden weitere Gespräche geführt. Das führte dazu, dass die ASJ mit der Unterstützung des Arbeits- und Beschäftigungsministeriums rechnen konnte.

1994 zählte die ASJ 81 Mitarbeiter.

Nic Eickmann



L'entrée principale de „L'Autre Canal“ à Nancy

Manifeste de l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc)

Pour une autre économie de l'art et de la culture

1. Ce qui nous unit

1.1. Nos spécificités

Le secteur du spectacle vivant s'est particulièrement développé sur la base d'une économie plurielle, cherchant à développer de nouvelles activités qui répondent à des besoins non satisfaits reposant sur la conviction qu'une autre manière de faire était possible et que le rapport du public aux œuvres créées ne pouvait pas s'établir sur les simples et seuls critères du système marchand.

1.2. Nos valeurs

1.2.1. L'art, moteur de la démocratie

L'art participe au développement de la personnalité de chacun et au respect de celle des autres, et favorise l'évolution et le maintien de la vitalité des sociétés démocratiques. Il joue un rôle essentiel dans le développement du regard critique sur les différents aspects qui font l'humain et la société.

1.2.2. Initiative privée et autonomie de gestion

Pour la plupart, ces organisations se sont constituées en associations parce que leur finalité n'est pas lucrative et que leur ges-

tion est désintéressée. Elles sont issues d'initiatives privées et indépendantes et revendiquent une autonomie de gestion en accord avec le projet artistique et culturel qu'elles développent.

1.2.3. Implication sur un territoire et rapport aux populations

Elles privilégient les partenariats durables avec les acteurs d'un territoire: collectivités territoriales, populations, associations, ... Souvent motrices de cette mise en synergie collective, elles contribuent à une meilleure cohésion sociale sur un territoire et à un maillage plus dense et plus cohérent du territoire en matière d'offre culturelle.

1.2.4. Diversité culturelle et missions d'intérêt collectif

Elles contribuent à la diversité culturelle par la multiplicité de leurs formes et remplissent des missions d'intérêt collectif en matière de création contemporaine, de développement des démarches artistiques amateur, d'accès aux démarches artistiques, de dynamisation du tissu associatif local et de développement du lien de proximité des populations sur leurs territoires.

1.2.5. Une économie „plurielle“

Elles se construisent grâce à une économie „plurielle“ par la mise en pratique d'une hybridation de leurs ressources mixant des principes de marché (billetterie de spectacle, diverses prestations), de redistribution (financements publics au titre des missions de service public mises en œuvre) et de réciprocité (forte implication bénévole, mutualisations, partages des ressources et des savoirs).

2. Nos modes de fonctionnement

Des entreprises associatives d'esprit coopératif qui développent une pluriactivité de proximité et d'innovation et une économie artisanale et de main d'œuvre

3. Ce que nous revendiquons

3.1. Primauté de la diversité artistique et culturelle

La diversité culturelle prend forme à travers le caractère original et pluriel des identités des groupes et des individus. Elle se construit dans une relation dynamique entre sociétés et territoires. La diversité culturelle, terrain de l'échange, de l'innova-

tion et de la création, est „pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant“.

3.2. Primauté de la coopération

L'actuelle hégémonie des principes de concurrence et de compétitivité toujours plus exacerbés conduit à un appauvrissement humain global. Un autre mode de développement et de production de la richesse est possible. Plus qualitatif, il repose sur des formes de gestion et d'organisation partagées et solidaires qui privilégient la personne humaine dans toute activité entreprise.

3.3. Primauté de l'initiative citoyenne à buts autres que lucratifs

Le profit ne peut être la seule finalité de l'activité économique. Les domaines environnemental, social, politique, artistique et culturel ne peuvent être subordonnés à l'intérêt financier. Pour donner une véritable identité à cet espace de „tiers secteur“, il apparaît indispensable d'aménager un cadre législatif qui reconnaisse la pluralité des modes économiques.

(Extraits)

-> wird fortgesetzt